



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



COMITE REGIONAL DE PROGRAMMATION INTERFONDS du 22/05/2018

Fiches d'information comité



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0005249
Bénéficiaire :	20006743700018 CA PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	20006743700018
Raison sociale :	CA PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Adresse :	04000 DIGNE LES BAINS



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Codification principale

Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP02 - Axe prioritaire : Développer l'économie et les services numériques / OT02 - Objectif thématique : Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité / PI02c - Priorité d'investissement : Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté) / AP02-OT02-PI02c-OS2c - Objectif spécifique : Développer les services numériques au service des territoires et des citoyens

Intitulé de l'opération

	PI 2c - 2016 - Développement de nouveaux services liés au Système d'Information Géographique mutualisé en Pays d'ignois pour une plus grande diffusion de l'information
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération

Description :	Territoire du Pays d'ignois (ensemble des quatre communautés de communes Asse-Bléone-Verdon, Duyes et Bléone, Haute-Bléone et pays de Seyne).
Zone(s) :	
Type	Libellé
Arrondissement INSEE	Digne-les-Bains

Appel à projet

Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI2c : Développer les services numériques au serv./.

Liste des comités

Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération

Contexte

Depuis 2013, le Comité du Pays d'ignois a travaillé avec l'appui de la Région, et pour le compte des Communautés de communes adhérentes à la mise en œuvre d'un Système d'Information Géographique mutualisé piloté par le pays. L'objectif de cette démarche est de fédérer les différentes initiatives locales, d'accélérer la dématérialisation du territoire et de développer les usages des données et outils mis à disposition via le SIG sur l'ensemble du territoire.

Le Pays dignois s'est donc engagé dans une démarche de sensibilisation, d'information et de coordination à destination des collectivités afin de faciliter l'émergence, la montée en charge et la prise en main de ce projet

Dans le cadre d'une convention de partenariat entre les différentes communautés de communes sur la période décembre 2014 à décembre 2016, le Pays de dignois a travaillé en co-pilotage avec la ville de Digne sur la mise en place et le développement du SIG Pays dont les objectifs étaient les suivants :

- mutualiser l'information géographique
- mutualiser les ressources de gestion des données (personnel, matériel, etc.)
- assurer la cohérence des données
- assurer la diffusion de l'information géographique

Le projet SIG de pays constituant un projet global pour le territoire du Pays dignois, il fait ainsi l'objet d'un partenariat entre les structures suivantes :

- du pays dignois (maître d'ouvrage de l'opération),
- chacune des 3 communautés de communes du pays,
- les 30 communes du pays

L'outil SIG a fait l'objet d'une procédure de consultation dans le cadre d'un marché public (notifié en juillet 2014), passé par le Comité du Pays dignois, maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur. Le territoire dispose aujourd'hui d'un serveur de données hébergé et exploité par un certain nombre d'outils informatiques :

- Un module de gestion et d'administration de la base de données permettant à un administrateur du système de gérer les droits d'accès, de structurer la base de données, d'intervenir sur les données contenues dans cette base...
- Un serveur cartographique permettant la diffusion des données via extranet
- Une application d'instruction des procédures d'urbanisme (ADS)

L'ensemble des modalités d'organisation, de fonctionnement et de financement du service SIG en Pays dignois est fixé dans le cadre d'une convention de partenariat liant les communautés de communes et le Pays dignois pour une période initiale de 3 ans renouvelable.

Le service SIG est piloté par l'ensemble des signataires de la convention et les partenaires du projet (Conseil départemental, CRIGE, DDT, conseil de développement...)

Le service SIG compte aujourd'hui une géomaticienne « administrateur » à temps plein et s'appuie sur les secrétaires de mairie et les techniciens référents dédiés au SIG dans chaque communauté de communes.

La consultation des différents partenaires réalisée dans le cadre de l'évaluation de ce précédent partenariat a mis en évidence la nécessité de poursuivre la démarche engagée afin de répondre aux besoins communs en matière de production, d'actualisation, d'exploitation de l'information géographique, de développement de nouveaux outils, et aux besoins d'assistance et d'accompagnement au quotidien.

Les enjeux majeurs pour le territoire identifiés ont été les suivants :

- la définition d'un projet partagé entre tous les acteurs,
- l'élargissement des réflexions et des actions sur un périmètre cohérent,
- la mise en cohérence des actions et des programmes dans un souci d'efficacité.

Objectifs recherchés :

Aujourd'hui, tout l'enjeu de notre territoire rural est le déploiement de cet outil dans les collectivités, et son ouverture aux autres services publics, au monde associatif, aux entreprises et aux citoyens.

L'objectif est d'inscrire le Système d'Information Géographique au cœur d'une démarche d'intelligence territoriale collective en vue de développer des modes de gestion de l'espace plus efficaces et de favoriser l'émergence de projets innovants dans les domaines et au sens de la Stratégie Régionale de l'Innovation.

Les données et services issus du SIG touchent en effet une multiplicité d'acteurs locaux dans de nombreux domaines et filières : énergie, tourisme, réseaux, culture, tourisme, mobilité durable, santé...). Son développement et son ouverture en facilitant la co-construction, la planification, le suivi et l'évaluation de projets en prise directe avec le territoire, sont de nature à renforcer l'efficacité des politiques publiques territorialisées.

Le SIG permet, sous réserve que les données qui le composent soient facilement mobilisables et régulièrement actualisées, de disposer rapidement d'une représentation spatialisée objective et facilement lisible des enjeux et de déterminer ainsi les secteurs sur lesquels porter une attention particulière et concentrer les actions.

Pour ce qui concerne les entreprises et les citoyens, une meilleure vision de leur territoire, de ses composantes, de son accessibilité, de son équipement, des réglementations qui s'y appliquent facilitent le quotidien des premiers et l'efficacité des seconds.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Résultats escomptés (cible visée)

- Mobiliser les sources et les compétences pour répondre aux enjeux actuels et servir le plus grand nombre: Le partage de l'information et la mutualisation sont à la base de la création de notre service SIG. Le Pays d'ignois a développé un réseau régional de partenaires au travers du CRIGE PACA coordinateur et pilote dans la Région, des échanges avec le Conseil départemental des Alpes de Haute Provence qui n'a pas souhaité s'investir dans ce domaine, du Conseil départemental des Hautes-Alpes qui a développé son outil départemental, de la participation aux réunions d'échange des géomaticiens 04 / 05, des travaux avec la DDT04, avec le SDIS04, avec l'IGN, avec les Chambres consulaires...

Le SIG et ses services démultipliés serviront différents acteurs et bénéficiaires :

Les collectivités locales, les autorités organisatrices de transport (AOT), les gestionnaires d'ERP, les entreprises, les chambres consulaires, les acteurs de la planification urbaine, les usagers de la ville et du monde rural, résidents et visiteurs...

- Un territoire équitablement desservi

L'importance d'investir dans l'information géographique est prégnante en milieu rural, la faible densité et l'absence d'acteurs privés qui s'imposent dans le domaine nécessitent une vigilance particulière des acteurs publics pour ne pas perdre de distance et conforter le dialogue urbain-rural.

- Une meilleure prise en compte des personnes à mobilité réduite

- Une meilleure prise en compte de l'environnement

- Le développement de la culture SIG sur le territoire

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/04/2018

Fin : 31/12/2020

2017: Acquisition du GPS (marché à mettre en place) et amélioration progressive des données patrimoine communal

Mise en œuvre de la Base de données Zone d'activité économique et BD Adresse Déploiement du SIG sur le territoire de Seyne (intégration des données existantes et formation) Déploiement de la base ERP et BD Equipement collectif (mise en œuvre d'une coordination) = 98 549 €

2018: Déploiement des applications métiers

Suivi de la mise en place du SCOT (MOS)

Base de données Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (ERP/ Logements / Arrêts transports collectifs / Voirie / Espaces publics)

Base de données Mobilité/Transports (dans le cadre de la définition de plans de déplacements)

Accompagnement par la donnée de la mise en place de la plateforme énergétique et de la plateforme circuit-court (Système Alimentaire Territorialisé) = 98 549 €

2019: Conforter les réseaux et mutualiser

Développement des outils Base de données Rénovation énergétique (dans le cadre de la création de la plateforme de la rénovation énergétique et du Programme d'Intérêt Général « Précarité énergétique » PIG) Base de données Transition énergétique (Eclairage public, Bornes pour véhicules électriques, ENR, Gestion des déchets ...)

BD réseaux humides (Adduction d'eau potable, assainissement, eaux pluviales...). = 98 551.04 €

TOTAL: 295 649.04 €



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération Evénements, Promotion, Publication	Direct	Investissement	41 800,00€
Dépenses de personnel Salaires et charges	Direct	Fonctionnement	119 116,00€
Dépenses de prestations externes de service Frais de conseil, expertise, Installation et maintenance	Direct	Investissement	61 701,00€
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Achat d'équipement, de machine/Dépenses d'amortissement	Direct	Investissement	78 443,00€
Total :			301 060,00€

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	49,99	150 500,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			6,64	20 000,00			
Total co-financier				56,63	170 500,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				43,37	130 560,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	301 060,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- Dans le 2eme axe prioritaire du PO FEDER « Développer l'économie et les services numériques »
- Dans l'Objectif Thématique n°2 « Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité »
- Dans la priorité d'investissement PI 2c qui vise à « Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté) - Objectif spécifique : Développer les services numériques au service des territoires et des citoyens

Elle est donc éligible à l'Appel à Propositions Pi2c-2016.

De plus, l'opération a obtenu une note de 14/20.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 14/20 sans aucune note éliminatoire#



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0005407
Bénéficiaire :	30419999500016 CENTRE FORESTIER DE LA REGION PACA
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	30419999500016
Raison sociale :	CENTRE FORESTIER DE LA REGION PACA
Adresse :	84240 LA BASTIDE DES JOURDANS



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



--

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04a - Priorité d'investissement : Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables / AP03-OT04-PI04a-OS4a - Objectif spécifique : Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale

--

Intitulé de l'opération	PI 4a - 2016 - Production d'énergie avec du bois pour le chauffage du Centre Forestier. Projet innovant et expérimental au service de la formation et de la promotion du bois énergie.
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Centre Forestier de la région PACA
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4a : Augmenter la part d'énergie renouvelable d./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération
<p>1. CONTEXTE</p> <p>Les bâtiments du Centre Forestier ont été construits en bois il y a 25 ans. Depuis, une chaudière à rondins de bois et un réseau chaleur traditionnels fournissent le chauffage et l'eau chaude sanitaire.</p> <p>1.1. RESEAU CHALEUR ET ISOLATION</p> <p>Depuis une dizaine d'années, le réseau chaleur du Centre Forestier n'a cessé de se dégrader en raison d'une corrosion avancée résultant d'une mauvaise conception. Le réseau est devenu totalement inopérable en 2013 entraînant plusieurs arrêts d'exploitation du centre.</p>

Après réalisation d'un

audit énergétique et d'une étude de faisabilité, le réseau chaleur a été entièrement transformé en 2014/2015. Il a été relié à la chaudière actuelle par un échangeur pour le préserver des conséquences des dysfonctionnements de la dite-chaudière.

Le Centre Forestier dispose dorénavant d'un réseau chaleur avec production d'eau chaude sanitaire moderne et performant. En plus l'isolation des bâtiments a été refaite avec des isolants naturels en 2015 à l'occasion de la réfection des bardages extérieurs et afin d'accroître la performance énergétiques des bâtiments, en vu des opérations futures.

1.2. CHAUFFERIE ET CHAUDIERES

Depuis 1990, le Centre Forestier est équipé d'une chaudière à rondins de bois. Il s'agit d'un équipement ancien au rendement très mauvais. Le coût d'exploitation est néanmoins très réduit car le Centre Forestier produit lui-même le bois nécessaire à son fonctionnement dans le cadre de ses activités.

Après 25 ans d'utilisation, la chaudière présente une dégradation généralisée de tous les éléments qui la composent et connaît de nombreuses pannes nécessitant des interventions rapprochées avec arrêt d'exploitation. Sa survie est hypothétique, elle peut être définitivement hors service à tout moment.

La chaufferie contient une chaudière gaz en dépannage également très âgée. Son coût d'exploitation est très élevé quand on doit la mettre en service.

Le bâtiment « chaufferie » sous-dimensionné dès sa création est fortement dégradé après 25 ans d'utilisation. La chaufferie et la production d'énergie sont donc à « reconstruire ».

2. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU PROJET

Compte tenu du contexte décrit ci-dessus, un agrandissement du Centre Forestier va intervenir en 2016/2017. Le nouveau bâtiment comprendra une partie dédiée à la production d'énergie pour assurer le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire.

Il est prévu la construction d'un nouveau bâtiment non loin de la chaufferie actuelle qui sera utilisé pour la formation et auquel sera adossé un bâtiment représentant l'unité de production d'énergie. L'unité de production d'énergie a été conçue comme un tout indissociable. Elle comprendra :

- La chaufferie abritant 2 chaudières à plaquettes forestières.
- Un silo d'alimentation en plaquettes, équipé d'un système d'approvisionnement à vis sans fin.
- Un local de stockage des plaquettes forestières, équipé d'un plancher chauffant expérimental pour le déclenchement naturel du séchage des plaquettes.

La plaquette forestière est produite par le Centre Forestier dans le cadre de ses formations. Par conséquent, l'installation sera utilisée aussi à des fins pédagogiques par les apprentis, les élèves et les stagiaires de la formation professionnelle du Centre Forestier. Elle sera en outre ouverte au public à des fins de vulgarisation et de promotion du bois-énergie.

L'opération est réalisée sous le signe des énergies renouvelables, des économies d'énergie et du développement durable.

Objectifs recherchés :

Le Centre Forestier doit se doter d'une unité de production d'énergie, à relier au réseau chaleur, composée par 2 chaudières à plaquettes forestières, un silo d'alimentation en plaquettes et un local de stockage.

La mise en place de cette installation a pour objectif principal de privilégier la ressource naturelle de la forêt au détriment des énergies fossiles pour satisfaire les besoins en chaleur de l'établissement tout en réduisant la facture énergétique. Ainsi, à travers ce projet visant à exploiter les ressources forestières produites dans le cadre des formations du Centre, le maître d'ouvrage s'engage dans une démarche de développement durable.

Par cette installation le Centre Forestier vise également à valoriser les investissements entrepris concernant l'isolation des bâtiments et la rénovation du réseau chaleur, dans le respect du principe d'efficacité énergétique. Les plaquettes forestières qui alimenteront les chaudières seront produites dans le cadre des formations et des chantiers forestiers du Centre. En exploitant ces ressources, le maître d'ouvrage vise ainsi à impliquer les publics cibles du Centre Forestier (apprentis, élèves et stagiaires) dans le circuit d'approvisionnement énergétique.

En fin, promouvoir la filière bois énergie auprès des partenaires régionaux, nationaux et internationaux, constitue un ultérieur objectif, qui découle de la démarche de développement durable dans laquelle le Centre Forestier s'engage.

Résultats escomptés (cible visée)

Résultats

L'installation de la nouvelle unité de production de chaleur permettra d'atteindre les résultats suivants :

- L'optimisation de la performance de l'unité de production d'énergie, par rapport à l'installation actuelle ;
- L'augmentation de la part d'énergies renouvelables dans la consommation finale énergétique du Centre Forestier

(500 kW) et diminution

des émissions de GES (71 T/an émissions de CO₂) ;

- La participation active des apprentis, élèves et stagiaires dans le fonctionnement de l'unité de production d'énergie ;
- L'optimisation des ressources du Centre Forestier ;
- La promotion du bois-énergie.

Publics cibles

La plaquette forestière produite pendant la formation sera destinée au fonctionnement des chaudières, représentant un exemple concret de l'utilisation des sous-produits d'exploitation forestière.

La formation des futurs forestiers et des éleveurs contient des modules relatifs au bois énergie et à l'énergie en général. La dimension « développement durable » est omniprésente dans les programmes. La formation « production de plaquettes forestières » comporte un volet déchiquetage et caractérisation de la plaquette qui est un produit complexe.

Grâce à ce projet donc, apprentis, élèves et stagiaires de la formation professionnelle du Centre Forestier et, au-delà, exploitants forestiers, entrepreneurs de travaux forestiers, industriels de l'énergie renouvelable bénéficieront de la dimension exemplaire de l'unité de production d'énergie.

De même, l'installation est prévue pour être visitée par le public, notamment de professionnels du chauffage bois-énergie, de professionnels de l'exploitation forestière, des autres établissements de la formation, d'élus, et plus largement de toute personne intéressée.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/05/2016	Fin : 30/04/2019
------------------------------------	--------------------	------------------

Etudes préalables et opérations commencées

Un audit énergétique a été réalisé par ATHERMIA avec un financement de l'ADEME.

Une étude de faisabilité pour le remplacement de la chaudière et la réfection du réseau chaleur a été réalisée par AGIBAT en 2016. D'autres études techniques décrivant les caractéristiques globales de l'opération ont été réalisées par le même cabinet en 2016. Ces documents sont joints en annexe au présent dossier.

Sur la base des recommandations de l'audit énergétique, le réseau chaleur a été entièrement transformé en 2014/2015. De même en 2015, le Centre Forestier a remplacé l'ensemble des bardages extérieurs et les menuiseries dégradées ; dans le même temps, les isolants extérieurs de génération 1989 ont été remplacés par des isolants de dernière génération en fibre naturelle, plus performants.

Le bilan thermique des bâtiments s'en trouve considérablement amélioré.

Déroulé des étapes à mettre en œuvre

1ère étape - Appel d'offres aux entreprises :

- Mai 2016, lancement de la consultation auprès des entreprises par le cabinet d'architectes en charge de la conception et de la mise en œuvre des travaux ;
- Juin 2016, remise des offres par les entreprises ;
- Juillet 2016, rendu d'analyse des offres et signature des marchés.

2ème étape - Préparation et démarrage des travaux

- Juillet/août 2016, phase de préparation des travaux ;
- Septembre 2016 démarrage des travaux en commençant par le Hangar/chaufferie.

3ème étape - finalisation des travaux, inauguration et communication

- Juin/Août 2017, finalisation des travaux
- Septembre 2017, mise en fonction de l'unité de production d'énergie et organisation d'une journée inaugurale à laquelle seront invités les financeurs, les partenaires de la formation, ainsi que ceux de la filière bois-énergie.
- Octobre/Décembre 2017, évaluation de l'opération, réalisation d'une plaquette et d'une publication de présentation de l'installation pour le grand public, création d'une rubrique dédiée à l'unité de production d'énergie sur le site internet du Centre Forestier.

Actions transversales : suivi et évaluation

Il sera constitué un comité de suivi auquel participeront toutes les parties intéressées par la réalisation du présent projet. Le comité comprendra notamment :

- Le Centre Forestier
- Le Conseil Régional
- La DRAAF
- L'ADEME
- L'Interprofession Forêt Bois de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- PEFC Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le comité prendra connaissance des résultats obtenus. Il aura un rôle de conseil et de dissémination des résultats.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



L'évaluation des

résultats sera faite sur la base des indicateurs suivants (à minima) :

- Période de chauffe dans le temps
- Energie produite dans le temps
- Consommation de bois ronds sur l'année
- Nombre de séquences de déchiquetage
- Taux d'humidité de la plaquette forestière dans le temps (local stockage, silo d'alimentation)
- Quantité volumétrique de plaquette dans le local de stockage dans le temps
- Energie utilisée pour le déclenchement du séchage des plaquettes dans le temps

D'autres indicateurs pourront être pris en compte, notamment pour les besoins de la formation au Centre Forestier ou par tout autre organisme désigné qui voudrait valoriser l'expérience du Centre Forestier. Les relevés seront faits par la personne chargée de la maintenance de la chaufferie au Centre Forestier.

Les apprenants seront associés à l'interprétation des résultats dans le cadre de projets pédagogiques. L'opération sera complètement intégrée dans la démarche Agenda 21 du CFA (Centre de Formation d'Apprentis) du Centre Forestier.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Postes de dépense

Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération Evénements, Promotion, Publication	Direct	Investissement	1 500,00€
Dépenses de prestations externes de service Etudes, évaluation, frais de conseils	Direct	Investissement	51 740,00€
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Achat, équipement, machine	Direct	Investissement	631 920,00€
Total :			685 160,00€

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	342 580,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			29,93	205 098,00			
Total co-financier				79,93	547 678,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,07	137 482,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	685 160,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans l'Axe Prioritaire 3 du PO FEDER « Transition Energétique et Valorisation Durable des Ressources »,
- dans l'Objectif Thématique n°4 (Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs),
- dans la Priorité d'investissement PI 4A qui tend à favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables.

Elle est donc éligible à l'Appel à Proposition Pi4A - 2016 :

- Éligibilité du porteur : Le Centre Forestier PACA est une association.
- Éligibilité géographique : L'opération se situe à La Bastide des Jourdans dans le département du Vaucluse, soit dans la zone couverte par le programme.
- Éligibilité de l'opération : le projet contribue à augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale en production simple sans distribution.
- Éligibilité temporelle : la durée du projet est de 36 mois.
- Les dépenses retenues sont éligibles.
- Le coût total éligible demandé est supérieur au montant plancher de 200.000 € et le taux d'intervention du FEDER est égal à 50 % du coût total éligible présenté. La structure présente un autofinancement sur l'opération de 20,07%.

La note obtenue par le projet lors de l'élaboration de la grille d'analyse des critères de sélection est de 16,5 / 20 et aucune note par catégorie n'est inférieure à la moyenne.

Les dépenses prévisionnelles sont toutes éligibles au regard du PO PACA FEDER-FSE, de l'appel à projets et du décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8 mars 2016.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 16,5/20 sans aucune note éliminatoire#



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0006824
Bénéficiaire :	52940240600043 ENERGIE PARTAGEE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	52940240600043
Raison sociale :	ENERGIE PARTAGEE
Adresse :	13001 MARSEILLE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



--

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04a - Priorité d'investissement : Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables / AP03-OT04-PI04a-OS4a - Objectif spécifique : Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale

--

Intitulé de l'opération	PI 4a - 2016 - Diffusion et nouvelles expérimentations de projets citoyens d'énergie renouvelable en PACA
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région PACA avec des territoires pressentis • Départements o Bouches-du-Rhône o Var o Hautes Alpes o Alpes de Haute Provence • Agglomérations o Ouest 06 + CASA o COVE 83 • Métropoles o Aix Marseille o Nice
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	07/07/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4a : Augmenter la part d'énergie renouvelable d./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération
<p>1. Contexte</p> <p>L'énergie est un sujet de société important notamment en PACA avec des mega projets d'infrastructures qui ont nuit à l'image des Enr en PACA et qui ont diminué l'acceptabilité des projets d'énergies d'Enr : projet E-ON de Gardanne, ligne THT dans les Hautes Alpes...</p> <p>Pourtant les potentiels d'Enr en PACA sont importants.</p> <p>L'énergie citoyenne est reconnue comme une innovation d'utilité publique! Elle est une des orientations du Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie et de la Conférence Régionale sur la Transition Énergétique.</p> <p>Depuis 2 ans, Energie Partagée a démontré qu'en PACA il était possible de développer des installations d'Enr par</p>



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



et pour les territoires.

Enfin, au niveau national, il est remarquable que la loi a évolué dans le sens de favoriser les projets citoyens d'énergie :

La LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a ouvert de nouvelles possibilités pour l'investissement financier dans les projets de production d'énergie renouvelable, des communes et leurs groupements et, des habitants.

Il y a le besoin d'accompagner ces nouvelles possibilités afin de produire des projets d'énergie citoyens exemplaires et non des contre références nuisibles à toutes les filières Enr en PACA.

Objectifs recherchés :

Présentation synthétique du projet

Nous proposons de jouer pour les territoires le rôle de facilitateur et d'ensemblier afin que leurs acteurs, portent eux-mêmes des projets d'énergies renouvelables dans l'intérêt de leur territoire. Nous mettrons en œuvre les expertises et les compétences humaines et techniques nécessaires via notre démarche de transfert de compétences. Les bénéficiaires pourront ainsi s'approprier les expertises de notre réseau sur les plans technique, organisationnel, sociologique, juridique et financier et se constituer en réseau pour maximiser l'essaimage. L'objectif est de faire émerger 27 projets en 3 ans et de créer les conditions de leur reproduction dans tout PACA.

Résultats escomptés (cible visée)

Un réseau de projets citoyens d'énergie en PACA reposant sur

- une quinzaine de nouveaux projets photovoltaïque en toiture
- une douzaine de projets citoyens innovants en PACA ouvrant de nouveaux modèles sur
 - de nouvelles filières, par exemple
 - méthanisation,
 - grand éolien,
 - turbinage d'eau potable,
 - photovoltaïque au sol ;
 - dans de nouveaux tissus territoriaux
 - en zone urbaine dense
 - en zone périurbaine
 - en lien avec des exploitations agricoles;
 - dans la suite à donner pour les coopératives existantes qui ont déjà réalisé un premier investissement :
 - seconde tranche de travaux pour coopérative existante
 - d'économies d'énergies (nouveau modèle économique)
- des conditions de reproduction de ces projets
 - o un éco-système d'une vingtaine de partenaires formés et d'une cinquantaine de bénévoles formés o des outils et des documents de valorisation

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/09/2018	Fin : 31/08/2021
L'opération a été précédée en 2014-2015-2016 d'une phase d'expérimentation : première en France, la Région PACA et l'ADEME ont soutenu Energie Partagée pour tester le transfert de compétences de son réseau et faire émerger des premiers projets citoyens sur du photovoltaïque en toiture de petite puissance. L'objectif était de prouver qu'une démarche citoyenne dans les Enr en PACA était possible.		
2017-2018-2019 sera une phase de développement avec		
<ul style="list-style-type: none"> • Essaimage des projets pionniers (2017-2018-2019) • Expérimentations de nouveaux modèles (2017-2018-2019) • Développement d'un réseau des énergies citoyennes (2017-2018-2019) avec atteinte d'une masse critique (2019) 		



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Postes de dépense

Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	21 960,00€
Infographie - impression			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	23 144,00€
Déplacement Restauration Hébergement			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	219 135,00€
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	36 540,00€
Location de salle - fourniture et petit équipement - consultance			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	2 400,00€
Achat d'équipement			
Total :			303 179,00€

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			50,00	151 589,50			
ETAT	Services du Premier ministre	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire		19,52	59 169,29			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			9,49	28 786,00			
Total co-financier				79,01	239 544,79	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,99	63 634,21			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	303 179,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- Dans l'Axe Prioritaire 3 du PO FEDER « Transition Energétique et Valorisation Durable des Ressources »,
- Dans l'Objectif Thématique n°4 (Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs),
- Dans la Priorité d'investissement PI 4A qui tend à favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables.
- Catégorie d'intervention N°012 : Autres types d'énergies renouvelables

L'objectif de l'opération est de contribuer à augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale par de nouvelles capacités de production portées de manière exemplaire par les territoires de PACA qui les accueilleront. Il s'agit de consolider la capacité des acteurs locaux, collectivités territoriales ou acteurs économiques, et habitants, à développer ces installations en leur ouvrant leur capital et leur gouvernance de manière significative pour mieux en partager les bénéfices (financiers, emplois, pédagogie) dans l'intérêt des territoires. L'objectif est de faire émerger 27 projets en 3 ans et de créer les conditions de leur reproduction dans tout PACA.

Elle est donc éligible à l'Appel à Proposition Pi4A - 2016 :

- Éligibilité du porteur : Energie Partagée est une association.
- Éligibilité géographique : L'action couvre la Région PACA
- Éligibilité de l'opération : Le projet contribue à augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale en favorisant en phase amont l'émergence de projets de production d'énergie renouvelable.
- Éligibilité temporelle : la durée du projet est de 36 mois.
- Les dépenses retenues sont éligibles.
- Le coût total éligible demandé est supérieur au montant plancher de 200.000 € et le taux d'intervention du FEDER est égal à 50 % du coût total éligible présenté. La structure présente un autofinancement sur l'opération de 20,99%.

La note obtenue par le projet lors de l'élaboration de la grille d'analyse des critères de sélection est de 13,25 / 20 et aucune note par catégorie n'est inférieure à la moyenne.

Les dépenses prévisionnelles sont toutes éligibles au regard du PO PACA FEDER-FSE, de l'appel à projets et du décret d'éligibilité des dépenses n°2016-279 du 8 mars 2016.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 13,25/20 sans aucune note éliminatoire#



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0005246
Bénéficiaire :	78937654800028 AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE LA METROPOLE MARSEILLAISE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	78937654800028
Raison sociale :	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE LA METROPOLE MARSEILLAISE
Adresse :	13001 MARSEILLE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Codification principale

Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04c - Priorité d'investissement : Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement / AP03-OT04-PI04c-OS4c - Objectif spécifique : Accroître la performance énergétique du logement et des bâtiments publics

Intitulé de l'opération

Intitulé de l'opération	PLATEFORME TERRITOIRIALE DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L HABITAT PROVENCE METROPOLE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération

Description :	Périmètre du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix Marseille Provence
Zone(s) :	
Type	Libellé
Arrondissement INSEE	Marseille

Appel à projet

Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4c : Accroître la performance énergétique du lo./.

Liste des comités

Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération

Bien que globalement conscients de la nécessité d'agir, les ménages présentent encore une forte réticence à se lancer dans des projets de rénovation énergétique de leur logement. Plusieurs raisons expliquent cela et notamment un parcours de rénovation abstrait, un discours des acteurs du marché manquant de clarté, de stabilité, de cohérence et de simplicité, un positionnement souvent culpabilisant induisant une sensation de dépense contrainte, un argumentaire énergéto-financier complexe et souvent contradictoire, une absence de dimension plaisir, un manque d'arguments socialement valorisables et enfin de nombreuses croyances contreproductives. Ces éléments constituent ainsi de réels freins à la massification du marché de la rénovation de l'habitat et témoignent des difficultés de ses acteurs à s'adapter et à évoluer.

Avec une population dépassant le million d'habitants et une densité 10 fois supérieure à la moyenne régionale, le territoire de Marseille Provence Métropole, dispose d'un parc résidentiel important aux typologies techniques,

économiques,

énergétiques et sociales très complexes (âge du bâti, taux de logements collectifs, etc.). Véritable gisement d'économies, d'activités et d'amélioration des cadres de vie, ce parc requiert une intervention massive et adaptée, profitable à l'ensemble des acteurs, privés et publics, particuliers et professionnels.

Une prise de recul et un ajustement de l'accompagnement global de la Demande, de l'Offre et des acteurs financiers, politiques et techniques structurants du territoire est à ce titre nécessaire afin de lever les limites de cette intervention massive sur le secteur de l'habitat existant.

1. Contexte institutionnel et chiffres clés

Base des politiques habitat/énergie, un cadre institutionnel pérenne et ambitieux existe aux différentes échelles :

- Le Grenelle de l'Environnement via le Plan Bâtiment (2010) a fixé un objectif de réduction de 38% des consommations du secteur à l'horizon 2020 (base 2005).
- Le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (2013) a placé la massification de la rénovation énergétique du parc de logements au cœur des enjeux socio-énergétiques du pays en fixant un objectif de 500 000 logements à rénover par an à l'horizon 2017.
- Le Schéma Régional Climat Air Énergie (ci-après désigné SRCAE) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ci-après désignée Région PACA ou Région) fixe de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre et de 13% les consommations d'énergie de la région à l'horizon 2020 (base 2007) . Cela se traduit, dans le secteur de l'habitat, par un objectif de 50 000 logements à rénover par an à l'horizon 2017 à l'échelle régionale.
- Le Plan Climat Energie Territorial (ci-après désigné PCET) de MPM fixe de réduire de 11% les émissions de gaz à effet de serre et de 12% les consommations d'énergie du territoire à l'horizon 2020 (base 2010). Cela se traduit, dans le secteur de l'habitat, par un objectif de plus de 10 000 logements à rénover par an à l'horizon 2017 pour le territoire de MPM (soit 2% de son parc).

2. Cadre du projet de PTRE du territoire de MPM

Dans ce cadre et afin d'appuyer la mobilisation des territoires sur cette thématique habitat/énergie, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ci-après désignée ADEME) et la Région PACA ont lancé, en décembre 2013, un Appel à Manifestation d'Intérêt (ci-après désigné AMI) régional à destination des collectivités, afin de renforcer les dynamiques et acteurs locaux susceptibles de consolider le service public de la performance énergétique de l'habitat tel que décrit dans le Code de l'Energie (article L. 232-1) : l'AMI « Plateformes de la rénovation énergétique de l'habitat ». Le territoire de MPM comptant déjà de nombreuses structures et démarches allant en ce sens, en premier lieu desquelles l'ALEC et son Point Rénovation Info | Espace Info-Energie (ci-après désigné PRIS-EIE), ceux-ci ont été mobilisés dès janvier 2014 par la Communauté urbaine MPM afin de réfléchir aux modalités et conditions de renforcement et d'évolution dudit service public du territoire, dans la dynamique PTRE.

Un pré-projet a ainsi été construit et déposé par l'ALEC et son partenaire technique, le Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (ci-après désigné le GERES) le 5 février 2014. Ces premiers éléments d'intention ayant conduit à un avis favorable de l'ADEME et de la Région PACA, une phase pré-opérationnelle de préfiguration a ensuite été menée par l'ALEC, avec l'appui technique du GERES, afin d'analyser l'ensemble des éléments permettant de dimensionner la future PTRE de MPM en termes de cibles (étude de marché), de partenaires, de stratégie, d'offre de services, d'outils et de modèle juridico-économique. Cette étape clé, conduite de juillet 2014 à mai 2015 a alors permis de bâtir la philosophie et le positionnement de la PTRE, en accord avec les politiques, acteurs, besoins et moyens du territoire. Ladite phase de préfiguration a logiquement été suivie, dès mai 2015, d'une phase de développement et de consolidation du modèle et de déploiement progressif de la PTRE.

La PTRE du territoire de MPM est ainsi entrée en phase pré-opérationnelle le 1er janvier 2016. Après deux années de recherche et développement, une phase de tests, de montée en charge et d'amélioration continue de trois ans s'ouvre à elle.

Consciente des enjeux et dynamiques du territoire, l'ALEC porte un projet de PTRE innovant et ambitieux qui a vocation à former un service public fédérateur en appui au marché de la rénovation énergétique, pilier du service public de performance énergétique de l'habitat tel (cf. Code de l'Energie [article L. 232-1]). Il s'agit à la fois de venir en appui aux porteurs de projet tout au long de leur parcours de rénovation dans une optique de tiers de confiance public, d'améliorer la visibilité de l'Offre et de la Demande afin d'augmenter le nombre de rénovations i.e. le volume d'affaires et d'économies d'énergie générés et de valoriser la qualité, les bonnes pratiques et les retours d'expérience en vue de les essaimer.

En ce sens et dans la continuité des études et consultations réalisées depuis 2014, la PTRE portée par l'ALEC oriente son déploiement sur la période 2016-2018 selon les 4 axes suivants (cf. Annexe 3 : Description détaillée du projet) :

Axe 1. Consolidation du rôle de tiers de confiance public (outils, co-animation territoriale et accompagnement).

Axe 2. Moyens et actions de communication.

Axe 3. Mobilisation/articulation des acteurs territoriaux et mutualisation métropolitaine/régionale/nationale.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Axe 4. Coordination, amélioration, développement et promotion de l'offre de services de la PTRE en vue de la pérenniser et de renforcer son ancrage territorial.

3. L'ALEC et le PRIS-EIE en bref

Première du genre en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ALEC a été créée en 2012 sous le statut d'association loi 1901 à l'initiative de la Communauté urbaine MPM, de la Région PACA, de l'ADEME, de la Ville de Marseille et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône avec pour territoire d'intervention, les 18 communes de MPM. Emanant directement du PCET de la Communauté urbaine MPM (action n°27), elle y est ainsi décrite :

« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est une région faiblement autonome du point de vue énergétique, mais qui présente un fort potentiel en matière de réduction des consommations et possède un des meilleurs gisements en énergies renouvelables de France. La mise en place d'une Agence Locale de l'Energie sur le territoire de MPM, la première de la région, permettra d'exploiter ce double « gisement » d'économies à réaliser et d'énergies renouvelables à exploiter. Elle permettra aussi de sensibiliser les acteurs, publics et privés et de poursuivre la mission d'aide et de conseil aux particuliers fournie par l'Espace Info-Energie de Marseille Provence et d'apporter une expertise aux entreprises, bailleurs, copropriétés avec lesquels des actions de partenariat pourront être mises en œuvre. Les fournisseurs d'énergie seront au cœur des démarches entreprises, au côté des professionnels, pour développer la qualité environnementale dans l'aménagement, la construction et la gestion des ressources. »

Depuis 2015, grâce au travail réalisé par le réseau FLAME, les ALEC sont également inscrites dans le Code de l'Energie (article L.211-5-1) via la loi Transition Energétique pour la Croissance Verte (article 192) en ces termes :

« Des organismes d'animation territoriale appelés Agences Locales de l'Energie et du Climat peuvent être créés par les collectivités territoriales et leurs groupements. Leur objet consiste à conduire en commun des activités d'intérêt général favorisant, au niveau local, la mise en œuvre de la transition énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre des objectifs définis au plan national. Ces agences travaillent en complémentarité avec les autres organismes qui œuvrent pour la transition énergétique. »

Entrée en activité en mai 2013 et forte de cette reconnaissance, l'ALEC est ainsi une structure multi-partenariale et de projets au service du territoire, de ses habitants et de ses acteurs. Son objet est d'animer, faciliter et accompagner la transition énergétique locale par la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables en sensibilisant les acteurs publics et privés (collectivités locales, particuliers, entreprises, bailleurs, copropriétés, etc.) et en leur apportant une expertise forte sur ces thématiques (conseils, outils, intermédiation, connaissance du territoire, etc.).

Pour ce faire, l'ALEC porte et développe plusieurs missions complémentaires et notamment une activité de conseil et d'animation à destination du grand public (i.e. des propriétaires et locataires de logement individuel ou collectif), via le PRIS-EIE du territoire évoluant en PTRE.

L'ALEC contribue ainsi aux multiples externalités positives induites par la transition énergétique :

- Sur le plan environnemental : réduction des émissions de gaz à effet de serre, limitation de l'extension des zones urbaines, préservation de la biodiversité et donc du patrimoine naturel local.
- Sur le plan énergétique : baisse des consommations, maîtrise de la demande énergétique dans un contexte de fragilité électrique du territoire et du risque d'effondrement du réseau lors des pointes.
- Sur le plan social : impact sur la santé, le cadre de vie, les parcours de vie (handicap, vieillissement, accession à la propriété), le lien de proximité.
- Sur le plan économique : augmentation/maîtrise du pouvoir d'achat, développement/renforcement d'activités locales non délocalisables (entreprises du Bâtiment, architectes, BE, distributeurs, etc.), fléchage de l'investissement public, retombées économiques locales (TVA, IS, CET, taxes diverses).
- Sur le plan politique : renforcement des actions habitat/énergie, contribution aux objectifs territoriaux (SRCAE, PCET, PLH, etc.), collecte d'informations continue, développement des connaissances sur le territoire, visibilité de l'action publique.

Pilier du service public actuel de la performance énergétique de l'habitat sur le territoire, le PRIS-EIE porté par l'ALEC se trouve ainsi au cœur de cette dynamique. Jouissant d'une expertise et d'une assise importante du fait de ces 13 ans d'existence sur MPM, il se doit d'assurer la continuité de ses missions de conseil et d'actions territoriales à destination du grand public, des Communes et des copropriétés en les intégrant dans la démarche de PTRE.

Le projet de PTRE lui permet ainsi de renforcer ses missions historiques et ses ressources afin de les étendre notamment sur les volets numériques, financiers, intermédiation Offre/Demande et de suivi long terme. Le PRIS-EIE constitue en outre un point d'entrée majeur et une cheville ouvrière indispensable de la PTRE du territoire. Cette complémentarité PTRE | PRIS-EIE est telle que les deux dispositifs tendent à ne faire qu'un, assurant ainsi un service public consolidé de la performance énergétique de l'habitat sur le territoire, du primo-conseil et de l'information collective de premier niveau au conseil pluridisciplinaire long terme et à l'animation collective/mise en relation Offre-Demande.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Objectifs recherchés :

Dans ce contexte, portée par l'ALEC et adossés à son PRIS-EIE, la PTRE du territoire de MPM se veut être un service public fédérateur en appui au marché de la rénovation énergétique, pilier du service public de performance énergétique de l'habitat tel que décrit dans le Code de l'Energie (article L. 232-1). Dans l'optique de faire émerger, de faciliter et de démultiplier les projets de rénovation sur le territoire, les outils et services PTRE doivent en outre permettre un renforcement et une valorisation des acteurs, services et outils existants, favoriser l'émergence ou le positionnement de nouveaux acteurs, et faciliter leur visibilité et articulation dans l'intérêt de la qualité et de la quantité de projets.

En ce sens, ses missions consistent à :

- Capter, orienter, faciliter, rassurer et aider les porteurs de projet tout au long de leur parcours de rénovation, notamment sur le volet financier, qu'ils soient en situation de décision individuelle ou collective.
- Améliorer la visibilité de l'Offre et de la Demande afin d'augmenter le nombre de rénovations i.e. le volume d'affaires et d'économies d'énergie générés.
- Valoriser la qualité et les bonnes pratiques et faciliter les retours d'expérience dans une logique d'effet de levier et d'essaimage.

Pour y parvenir, l'ALEC bâtit l'architecture de la PTRE du territoire sur 3 piliers à forts enjeux :

- Tiers de confiance public
- co-animation territoriale
- Environnement numérique

Pour ce faire, la PTRE territoriale s'adresse et s'attache à rassembler les acteurs

sujets : - porteurs de projets particuliers

- acteurs économiques
- partenaires clés

Les actions engagées par l'ALEC dans la dynamique PTRE doivent ainsi lui permettre de consolider son ancrage territorial, de pérenniser son modèle techno-économique et de dynamiser durablement le marché local de la rénovation :

- Emergence, structuration et accompagnement de la Demande.
- Mobilisation, référencement, implication et articulation de l'Offre (dans une optique B-to-B et B-to-C).
- Co-animation et intermédiation Offre/Demande dans une optique de massification, de liens et de qualité.
- Mobilisation et orientation des politiques locales (fléchages des deniers publics).

Résultats escomptés (cible visée)

En sus des éléments détaillés précédemment et dans l'Annexe 3 : Description détaillée du projet, les résultats escomptés par l'ALEC dans le cadre de la PTRE du territoire de MPM reposent sur :

- Un volume de projets conseillés et suivis (en individuel et en collectif) significatif au regard des objectifs territoriaux (cf. PCET de MPM).
- La nature, la qualité et le nombre de partenaires de la PTRE et notamment le nombre de professionnels référencés.
- La récurrence, l'intérêt et la nature des actions territoriales conduites.
- La reconnaissance et le portage territoriale de la PTRE (soutien politique, rayonnement local, visibilité du dispositif, etc.).
- La mise en place d'outils numériques (système d'information, bases de données, interopérabilité avec d'autres outils existants, etc.) performants en mesure d'accompagner la massification du marché.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/01/2016

Fin : 31/12/2018

Le projet de plateforme suit le calendrier suivant mais seule la phase de janvier 2016 à décembre 2018 est couverte par la présente demande de financement :

- Décembre 2013 : lancement de l'AMI « Plateformes de la rénovation énergétique de l'habitat » par l'ADEME et la Région PACA.
- Février 2014 : dépôt d'un pré-projet de candidature par l'ALEC afin de porter et développer le projet de PTRE sur le territoire de MPM.
- Mars/Avril 2014 : avis favorable de l'ADEME, de la Région et de la DREAL PACA.
- Juillet 2014 / Mai 2015 : conduite d'une étude de préfiguration par l'ALEC afin d'analyser l'ensemble des éléments permettant de dimensionner la future PTRE de MPM en termes de cibles (étude de marché), de partenaires, de stratégie, d'offre de services, d'outils et de modèle juridico-économique.
- Mai 2015 / Décembre 2015 : consolidation des résultats de l'étude de préfiguration et préparation du déploiement via la conduite d'études complémentaires, la préparation de différents cahiers des charges techniques, la



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



mobilisation/consultation d'acteurs territoriaux.

- Janvier 2016 : lancement pré-opérationnel de la PTRE du territoire de MPM.
- Janvier 2016 / Décembre 2018 : déploiement progressif de la PTRE du territoire de MPM comprenant sa montée en charge, la conduite de tests et d'expérimentations (outils, services et partenariats), la poursuite des actions engagées en 2015, son amélioration continue et son ancrage territorial dans l'optique d'assurer sa pérennité à long terme. Cette phase constitue l'objet même de la présente demande de soutien financier.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Postes de dépense

Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de personnel salaires et charges	Direct	Fonctionnement	514 117,32 €
Total :			514 117,32 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
ETAT	Écologie, développement durable et énergie	Énergie, climat et après-mines		29,18	150 000,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	46,68	240 000,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			3,89	20 000,00			
Total co-financier				79,75	410 000,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,25	104 117,32			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	514 117,32	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans l'Axe prioritaire 3 - Transition énergétique et valorisation durable des ressources
- dans l'objectif thématique 04 - Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs,
- dans la priorité d'investissement 4c - Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement,
- dans l'objectif spécifique 4c - Accroître la performance énergétique du logement et des bâtiments publics.

Elle est donc éligible à l'Appel à proposition PI4c-2016.

De plus, l'opération a obtenu la note de 13/20.

SYNTHESE

#opération éligible au PO, à l'appel et qui obtient une note de 13/20 sans aucune note éliminatoire#



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0004117
Bénéficiaire :	80218681700010 GIE Centrale hydro-électrique Eyguières
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	80218681700010
Raison sociale :	GIE Centrale hydro-électrique Eyguières
Adresse :	13200 ARLES



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Codification principale

Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04a - Priorité d'investissement : Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables / AP03-OT04-PI04a-OS4a - Objectif spécifique : Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie régionale

Intitulé de l'opération

	sur le canal de Craponne
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération

Description :	Eyguières 13430 parcelle BT88
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Eyguières

Appel à projet

Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4a : Augmenter la part d'énergie renouvelable d./.

Liste des comités

Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération

L'ASCO des Arrosants de la Crau est une des plus importantes associations syndicales de propriétaires de la région Provence Alpes-Côte d'Azur. Créée en 1626, elle est la structure gestionnaire du Canal de Craponne (branche d'Arles). Par cet édifice, elle assure la livraison d'eau en Crau à près de 1 800 adhérents sur un territoire d'environ 9800 ha. Elle a initié depuis plusieurs années une démarche de valorisation de son potentiel énergétique, notamment hydroélectrique, sur ses ouvrages principaux de transport de l'eau d'irrigation. Bénéficiant d'un site propice sur la commune d'Eyguières, au nord-ouest du département des Bouches-du-Rhône, elle envisageait depuis plusieurs années de turbiner l'eau du canal de Craponne (branche d'Arles) pour y produire et vendre de l'électricité. Dans ce but, l'ASCO a lancé en 2011 des études pour concevoir et réaliser une mini-centrale hydraulique sur le



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



site

d'Eyguières. Le projet a pour objet la construction d'une mini-centrale hydroélectrique d'un débit maximum de 15 m³/s

sous une charge d'environ 12,25 m, soit une puissance de l'ordre de 1500 kW.

L'ASCO n'étant toutefois pas parvenue à mobiliser les financements bancaires nécessaires, la SCP lui a proposé de

s'associer au projet dans le cadre d'un partenariat destiné à financer, construire et exploiter en commun la microcentrale. Il est apparu, après étude, que la forme juridique la plus appropriée serait celle d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) associant l'ASCO des Arrosants de la Crau et la SCP. Solution optimale au plan juridiques,

financiers et de gouvernance, c'est donc le GIE qui porte le projet.

En outre, ce dernier s'inscrit dans les orientations stratégiques retenues par les actionnaires de la SCP, et en particulier la

Région Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône et les chambres d'agriculture, pour le développement de celle-ci en sa qualité de société d'aménagement régional :

- le développement de projets hydro-électriques sur le territoire régional

- la mise en oeuvre concrète et innovante d'un appui aux ASA pour assurer leur autonomie et leur pérennité.

Objectifs recherchés :

Cinq grands enjeux sont associés à ce nouvel aménagement :

- la valorisation d'un potentiel énergétique renouvelable non encore exploité ;
- la pérennisation du patrimoine des canaux d'irrigation qui compose le paysage agricole à conserver sur le territoire.
- la gestion équilibrée de la ressource en eau, l'installation étant dimensionnée pour une utilisation exclusive des débits destinés à l'irrigation sans altération de la qualité des eaux ;
- la prise en compte de la sensibilité environnementale du territoire dans lequel s'insère le projet dont la richesse relève principalement de la plaine de La Crau, réputée pour ses habitats et espèces de forte valeur patrimoniale ;
- la préservation de la tranquillité et de la sécurité du voisinage, et l'intégration architecturale et paysagère du projet

Résultats escomptés (cible visée)

Ce projet participera ainsi à l'atteinte des objectifs de réduction de la production de gaz à effet de serre, de réduction de la dépendance énergétique et du développement des énergies renouvelables.

D'autres partenariats de ce type (GIE associant ASA et société d'aménagement) sont à l'étude sur d'autres périmètres

irrigués de la région PACA. Au-delà de l'intérêt intrinsèque de production d'énergie renouvelable, ces projets témoignent

de la complémentarité existante entre des formes de gouvernance différentes en matière de la gestion de la ressource

en eau, pour poursuivre l'oeuvre d'aménagement hydraulique et de gestion de l'eau, très ancienne en Provence.

Calendrier et phasage de l'opération :

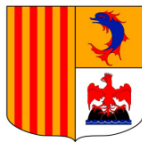
Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/09/2015

Fin : 31/07/2018

Plusieurs étapes ont été réalisées à la date de soumission de ce dossier :

- Etudes techniques de conception : avant-projet, projet, étude de raccordement au réseau électrique
 - Etudes réglementaires : étude d'impact, Inventaires Faune et Flore, dossier de défrichement, dossier NATURA 2000
 - Etudes spéciales : diagnostic géotechnique et acoustique,
 - Demande de permis de construire
 - Obtention du CODOA (certificat ouvrant droit à obligation d'achat de l'électricité produite)
 - Réalisation de l'enquête publique en 2016
 - Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises, en vue d'une consultation pour les marchés de travaux et d'équipement (respectant le Code des Marchés Publics).
 - Signature du contrat d'achat de l'électricité produite
 - Réalisation des travaux, des essais, mise en service
- Phase



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



du

projet

Date de début et
de fin

Natures des activités sur la période

1 Du 01/09/2015 au
31/01/2016

Etude d'impact et dossier de défrichement

2 Du 01/05/2015 au
31/01/2016

Etudes de conception détaillées

3 Du 01/03/2016 au
31/12/2016

Enquête publique et permis de construire

4 Du 01/09/2016 au
31/03/2017

Dossier de Consultation des Entreprises, consultation
et dévolution des marchés, accords fonciers ...

5 Du 01/04/2017 au
31/07/2018

Réalisation des travaux et équipements
électromécaniques (prise d'eau, conduite forcée et
usine)

6 Du 01/08/2018 au
31/08/2018

Clôture de l'opération dont facturations, Documents
des Ouvrages Exécutés, établissement des pièces
justificatives. Début de la période de Garantie de
Parfait Achèvement

7 A partir de 2019 Première année d'exploitation (pendant la
campagne d'irrigation) par le GIE

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Autres dépenses (à spécifier) CSPS, Publicités liées à l'opération...	Direct	Investissement	45 000,00 €
Dépenses de communication de l'opération "Evénements, Promotion, Publication"	Direct	Fonctionnement	15 000,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement "Frais de déplacement (voyages, séjours) Frais de restauration Frais d'hébergement"	Direct	Fonctionnement	2 500,00 €
Dépenses de personnel salaires et charges	Direct	Fonctionnement	300 006,10 €
Dépenses de prestations externes de service "Etudes, Evaluation, Frais de conseil, expertise technique, juridique, comptable, financier, Installation et maintenance, Location, sous traitance..."	Direct	Investissement	40 000,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel "Achat d'équipement, de machine Achat de bien immeuble Achat de terrain non bati et bati Dépenses de crédit bail "	Direct	Investissement	3 340 000,00 €
Total :			3 742 506,10 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			28,09	1 051 087,00			
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur			5,00	187 100,00			
Total co-financier				33,08	1 238 187,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				66,92	2 504 319,10			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	3 742 506,10	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans l'Axe Prioritaire 3 du PO FEDER « Transition Energétique et Valorisation Durable des Ressources »,
- dans l'Objectif Thématique n°4 (Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs)
- dans la Priorité d'investissement PI 4A qui tend à favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables.

Elle est donc éligible à l'Appel à Proposition Pi4A - 2016.

"AVIS DEFAVORABLE

Malgré la qualité du projet et la grande disponibilité de la référente de l'opération, l'application des différentes réglementations européennes n'a pas permis d'attribuer une subvention FEDER (notamment au regard des recettes nettes trop élevées générées par le projet)"

- Régime n°SA 40 405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, sur la base du régime général d'exemption par catégorie n°654/2014 du 17 juin 2014 pour la détermination de la dépense admissible (soustraction d'une solution de référence)
- Règlement 1303-2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil pour la prise en compte des recettes générées par l'opération

Dans le cadre de l'instruction et au regard de l'application du régime exempté de notification SA 40405, le calcul d'une solution de référence a été effectué.

Seuls les dépenses diminuées d'une solution de référence doivent être prises en compte pour le calcul de l'aide. Le montant éligible au FEDER a été calculé en tenant compte de la dépense unique d'investissement (3 340 000 € issu du plan de financement initial) diminué du montant de la solution de référence (1 267 500 € calculé sur la base du référentiel ADEME pour de l'hydroélectricité connectée au réseau en métropole).

Après application de ce régime et de la vérification du besoin de financement au regard du règlement 1303, l'opération a été jugée trop rentable et le service instructeur a conclu à l'impossibilité d'attribuer du FEDER sur l'assiette présentée et du seuil max d'aides publiques autorisées.



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0004160
Bénéficiaire :	79945079600013 SELERYS
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	79945079600013
Raison sociale :	SELERYS
Adresse :	13850 GREASQUE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Codification principale

Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT01 - Objectif thématique : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation / PI01b - Priorité d'investissement : Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir les activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales / AP01-OT01-PI01b-OS1b - Objectif spécifique : Développer l'innovation, la création de valeur et l'emploi dans les domaines d'activités stratégiques (DAS) et par les technologies génériques clés (KETs)

Intitulé de l'opération

Appartenance à un groupe d'opération :	PI1B - 29.02.2016 - SKYPROTECT
--	--------------------------------

Localisation de l'opération

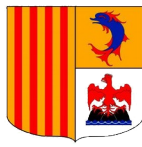
Description :	SELERYS
Adresse :	SELERYS Adresse :

Appel à projet

Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI1b : Développer l'innovation, la création de va./.

Liste des comités

Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Description de l'opération

Nous constatons que sur une période de 10 ans 9 exploitations sur 10 sont touchées par la grêle. Cette statistique est impressionnante et s'explique notamment par une très importante recrudescence des phénomènes de grêle (+350% en 10 ans, Source : www.eswd.eu pour l'Europe). Les experts attribuent cette évolution au réchauffement climatique, qui a également transformé la nature des phénomènes orageux.

Aux grands fronts orageux viennent de plus en plus se substituer de nouveaux phénomènes très compacts, rapides et violents. On parle de phénomènes météo convectifs, ou de systèmes de cellules orageuses. Ces cellules peuvent connaître des durées de vie très courtes, se déplacer jusqu'à 60km/h et connaître des issues dévastatrices.

Zones impacts de grêles en Europe relevés sur 5 ans (Source : www.eswd.eu pour l'Europe)

Comment naît un orage ?

Pour qu'un orage se développe, il faut impérativement qu'il y ait une instabilité à un endroit donné de l'atmosphère. Cela se traduit par la présence d'une couche d'air chaud surplombée par une masse d'air plus froide. Si un élément dynamique intervient et déséquilibre l'air chaud vis-à-vis de l'air froid, celui-ci commencera à s'élever en se condensant (si l'humidité est suffisante) et à former des cumulus qui pourront, si les conditions sont réunies, évoluer jusqu'à l'orage.

Fort de ce constat, on comprend pourquoi il est impossible pour les modèles météo de prévoir de tels événements. En effet, ces modèles visent à diviser l'atmosphère en cubes inertes dits « mailles atmosphériques » et à appliquer des lois d'interactions entre eux pour prévoir les grandes tendances météorologiques. Ces modèles sont très puissants pour nous informer des tendances météorologiques à quelques heures / jours, mais ne peuvent nous informer sur le développement d'un orage dû à une instabilité dans l'atmosphère, sa violence et sa trajectoire exacte.

Des épisodes de jour comme de nuit !

Les orages violents ainsi que les épisodes de grêle ne se produisent plus uniquement dans l'après-midi après des épisodes de chaleur. Nous constatons depuis de nombreuses années un réel bouleversement des plages horaires et une réelle recrudescence des épisodes de grêle la nuit, prenant complètement par surprise les exploitants malgré leurs systèmes de protections.

Comment détecter une cellule orageuse à risque ?

Comme présenté précédemment un orage est un résultat d'une instabilité de l'atmosphère, imprévisible dans le temps comme dans l'espace par essence. Tant que les cellules orageuses ne se transforment pas en pluie, elles ne seront pas visibles par les radars pluviométriques, et le seront si elles pleuvent plus de 25 minutes environ. Autrement dit ces équipements pluviométriques ne verront ces cellules que lorsqu'il sera trop tard. Les satellites quant à eux ne peuvent pas voir les cellules les plus petites et mobiles, et n'envoient des images que toutes les 15 minutes. Les stations météo quant à elles ne donnent que des éléments « d'ambiance » (humidité, température, pression), et ne peuvent suivre et identifier des cellules orageuses en temps réel. Enfin vient l'homme et son expérience des phénomènes météo et des saisons. L'évolution de la nature des phénomènes météorologiques rend quasiment impossible la détection à l'œil nu des cellules à risque, son suivi et l'appréciation de leurs vitesses et trajectoires de jour, et impossible la nuit.

En résumé :

- Comme dit plus haut, les modèles météo actuels sont basés sur un découpage de l'atmosphère en cubes dits « mailles atmosphériques ». Il suffit d'une instabilité dans une de ces mailles et les prévisions ne valent plus. Les modèles météo ne sont pas faits pour identifier les instabilités de l'atmosphère. En effet, comme le rappelait Pascal Brovelli, directeur adjoint à la direction des opérations de Météo France à propos des événements à Cannes en Octobre 2015 « nos modèles de prévisions nous ont permis de baliser la zone qui allait être concernée par ce système de cellules orageuses très violentes mais de là à préciser que l'une d'elles allait parcourir un secteur aussi réduit avec une telle intensité, c'est en l'état actuel de nos connaissances impossible ».

- Les infrastructures actuelles nationales et européennes (radars bande S ou C et satellites) voient les grands mouvements météo à l'échelle continentale et utilisent des modèles statistiques météo pour donner des tendances météo sur des zones particulières. Elles ne peuvent voir ni prévoir la naissance et l'évolution de cellules orageuses à cause de leur précision et rafraîchissement de l'information (15-25 min, quand une cellule orageuse peut avoir une durée de vie de 45 minutes et se déplacer à 60 km/h).

- Les radars pluviométriques quant à eux, suivent l'évolution des lames d'eau et suivent les fronts orageux : ils ne voient que ce qui tombe déjà.

Sur l'entreprise innovante

L'entreprise SELERYS est une start up créée en 2014 (statut de jeune entreprise innovante), qui développe et vend actuellement une solution SKYDETECT™ de radars météorologiques et logiciel d'observation et prévision

permettant d'analyser

la dangerosité des cellules orageuses en temps réel. Ce système se veut être un véritable outil d'aide à la décision.

Ce système est particulièrement pertinent sur des territoires tels que la Région PACA pour des activités comme l'agriculture, l'industrie ou le tourisme.

Durant les premiers 18 mois d'activités, le chiffre d'affaires de SELERYS a atteint 293K€ et a permis de réaliser un EBITDA (excédent brut d'exploitation) de 161K€ grâce aux ventes de ce produit SKYDETECT™ déjà très innovant car unique sur le marché.

Fort de ces premiers résultats son fondateur s'est entouré de nouveaux associés, a formé un Comité de Surveillance composé de 3 personnes d'expérience, a doté la société d'un Directeur Général et d'une Responsable Commerciale France et deux ingénieurs sont en cours de recrutement. La société est désormais entourée d'experts en marketing, développement commercial, recrutement & RH, financement européen, propriété intellectuelle, communication soit l'équivalent de 8 emplois indirects à temps partiel. Une augmentation de capital de 230 000 € a eu lieu et la société bénéficie du soutien du Conseil Régional PACA (PACA Emergence & PRI), de la DIRECCTE PACA (au travers du PRI), de la Chambre de Commerce & d'Industrie de Marseille Provence (au travers de l'Institut d'Aide au Développement) et de la BPI. Les fonds propres avoisinent aujourd'hui les 500 000 €.

Dans ce contexte SELERYS souhaite mener un projet de R&D dans le but d'apporter des solutions encore plus compétitives sur le marché de la prévision météo très localisée.

Le projet décrit dans ce dossier revêt un caractère stratégique pour l'entreprise qui a pour ambition de devenir une PME à forte croissance de la Région PACA. À terme ce projet pourrait lui permettre de pérenniser son modèle d'affaires actuel, diversifier sa clientèle, et engager un nouveau modèle économique vecteur de forte croissance. C'est donc dès maintenant que l'entreprise doit entreprendre cet effort, et dans cette perspective cette dernière souhaite s'entourer des meilleures compétences nécessaires pour mener son projet à bien. Concernant le sujet phare du projet, le nouveau modèle de prévision immédiate, SELERYS souhaite s'appuyer sur les capacités de recherche publique et étudie actuellement des offres de laboratoires universitaires.

→ Le système de SELERYS sera le seul à visualiser le comportement des nuages permettant de voir et prévoir 100% des phénomènes météo orageux.

→ Le second constat du marché de l'anti-grêle réside dans la protection. En effet, après avoir détecté le risque de grêle et avoir alerté, il faut agir pour éviter la destruction des cultures au sol par exemple dans le domaine de l'agriculture ou de toute production industrielle stockée en extérieur par exemple. L'ensemble des secteurs météo dépendants comme l'agriculture, ou certaines industries comme l'automobile, etc. utilisent actuellement, lorsqu'ils craignent un orage de grêle, différentes solutions dont aujourd'hui aucune ne se révèle optimale. Certaines ne sont pas efficaces, d'autres très polluantes.

Il existe ainsi actuellement les solutions de réaction suivantes :

- les filets : solution très onéreuse pour les grandes exploitations (au-delà de 5-20 Ha) car un hectare de filets vaut environ 15 000 €
- les fusées anti grêle : de plus en plus difficiles à obtenir, elles ne dépassent plus 700m, et impliquent d'énormes contraintes administratives alors les nuages qui s'apprêtent à devenir des cellules orageuses sont souvent situées entre 1500 m et 5000 m (voir schéma n°1 annexe 3)
- les canons anti grêle : ils sont réservés aux exploitations les plus importantes car sont très onéreux et leur efficacité n'est pas démontrée. L'onde de choc envoyée par le canon est difficilement traçable.
- Les bruleurs à Iodure d'Argent : souvent implantés par des collectivités, ils quadrillent des espaces plus importants mais sont très polluants, et peu efficaces (le principe actif est diffusé à hauteur d'homme en espérant qu'il y ait des vents ascendants alentour pour l'amener jusqu'aux nuages à 1500 – 2500 m).

Ces solutions anti-grêles sont onéreuses et peu efficaces : peu d'exploitations agricoles (environ 5% des exploitations uniquement) ont les moyens de l'investissement. Devant la multiplication des perturbations météorologiques (comme expliqué en début de partie) liée notamment au réchauffement climatique, les agriculteurs n'ont souvent comme solution que la souscription d'assurances qui ne couvrent pas toujours le montant total des dégâts. Les assurances représentant également un coût élevé pour les agriculteurs, seules une exploitation sur deux est assurée, et de plus en plus sont radiées.

Le risque de grêle est donc un risque réel et important pour certains pans de l'économie française.

Au regard de ce

contexte, et forte de son expérience et des compétences de son Président et Directeur Technique ingénieur (Ingénieur Polytech Marseille en électronique, titulaire d'une Maîtrise de Physique Fondamentale), spécialiste de la question (notamment en physique de l'atmosphère), la société SELERYS a décidé de mener un projet de R&D en travaillant deux axes principaux, répondant aux problématiques ci-dessous citées :

- Comment détecter plus tôt la naissance d'une cellule orageuse dans un espace-temps très court et à une échelle très localisée ? (L'objectif étant de pouvoir la détecter environ 40 min avant son explosion, dès sa genèse)
- Quelle solution concevoir pour permettre aux clients, après l'alerte, d'éviter la grêle ?

Dans cette perspective SELERYS a pour projet de devenir la première entreprise au monde à proposer une solution de prévision météo temps réel à fine échelle et des prévisions d'orages à 40 minutes. Les radars existants et mis en place par Météo France par exemple, ne peuvent pas prévoir de phénomène météo à une échelle plus petite que 10 km² et sont incapables de prévoir des perturbations de l'atmosphère et ne peuvent donner des informations rafraichies que toutes les 3 heures : ces possibilités ne correspondent pas au besoin du marché et des nouvelles cellules orageuses qui se créent très vite et muent également très rapidement.

C'est pourquoi, SELERYS a pour projet de lever les verrous technologiques nécessaires à la fabrication d'un nouveau capteur radar ainsi qu'une nouvelle solution de protection qui permettra, de répondre aux besoins ci-dessus cités en concevant les fonctions suivantes (briques pour lesquelles un cofinancement FEDER est sollicité dans le cadre du projet SKYPROTECT):

1. Système réseau météo prévisions immédiates

- Nouveau capteur : effet doppler, foudre intra-nuage
- Vision stéréo qui consiste au maillage du territoire ; mise en réseau des radars pour pouvoir reconstruire l'atmosphère en 3D et fournir des prévisions pertinentes à l'échelle d'un territoire productif
- Nouveau modèle prévisions : fusion de données (observations live + prévisions)

2. Solution de protection

- Modèle d'aspiration par la cellule à risque
- Définition du mode de protection : définition d'un nouveau vecteur non polluant, facile d'utilisation et à l'efficacité traçable (prouver que le vecteur a bien été aspiré par la cellule à risque).

Le projet, très attendu dans l'agriculture (>2,1 M d'agriculteurs concernés par le risque grêle en Europe) aura également, en parallèle des deux axes, pour objectif la validation des débouchés commerciaux pour cette nouvelle offre gestion des risques orageux dans l'industrie météo dépendante.

La société SELERYS a pour objectif en mettant en œuvre ce projet de transformer à terme son modèle économique : d'équipementier sur un marché spécifique, SELERYS deviendra « fournisseur de données » météo sur des segments plus importants ainsi que « fournisseur de consommable anti grêle » afin de pérenniser sa position actuelle sur le secteur de l'agriculture et également préparer une diversification vers de nouveaux marchés d'industries météo-dépendantes.

Vous trouverez ci-dessous un schéma expliquant l'objectif du projet de Selerys qui fait l'objet de la présente demande de subvention.

Trois compétences sont nécessaires pour mener à bien ce projet et aboutir à un prototype du SKYPROTECT :

- Être capable de détecter la cellule à risque
- Être capable de comprendre et d'étudier les modèles d'aspiration (physique de l'atmosphère : vents de cisaillement, condition topographiques
- Piloter de l'expertise mécanique et aéronautique pour étudier les solutions possibles

SELERYS, par son expérience et ses compétences internes, a une position de force en matière d'innovation et de recherche dans ces deux domaines de compétences qui sont l'essence même de SELERYS depuis sa création. SELERYS a prévu de s'entourer des meilleurs experts pour confirmer ses pistes et travailler notamment sur la mécanique et l'aéronautique nécessaire à la conception du prototype de vecteur innovant. A termes il s'agira d'internaliser ces compétences.

Résultats escomptés (cible visée)

Dans le cadre des différentes cibles à adresser concernés par les enjeux de prévision des risques météorologiques, la société SELERYS a recensé des applications et des marchés différents, marchés qui seront adressés en fonction des capacités technologiques des dispositifs développés par l'entreprise.

L'agriculture avec la gestion du risque de grêle : ces sont 500 000 exploitations exposées au risque grêle et plus de 2 millions eu Europe.

Cette orientation

tactique a pour objet de générer une importante source de revenu permettant à l'entreprise de poursuivre son développement et d'implanter un premier réseau d'antennes à travers le monde pour asseoir sa crédibilité technique.

Ce marché adressé est international et bien connu de l'entreprise. Il a déjà permis en 18 mois de développer avec un chiffre d'affaires de près de 300 000 euros et un résultat prévisionnel de plus de 160 000 euros avec 8 systèmes installés dès le lancement du produit.

Le marché actuel en France, en terme d'exploitations touchées par le phénomène de grêle, est estimé chaque année à minima par la chambre d'agriculture à près 10% du nombre d'exploitations en France, ce qui représente un nombre total de 61 000 exploitations (et jamais les mêmes d'une année sur l'autre) touchés par la grêle.

Par extension, le marché Européen et mondial laisse entrevoir des possibilités de développements importants et au regard de la spécificité de ce marché et de sa taille, les réseaux de commercialisation sont de nature distributives. L'entreprise capitalisera, dans un premier temps, sur ses partenariats existants avec des distributeurs de ses solutions et mettra en place une force de vente de type animation de réseau avec des zones de développement prioritaires.

Les travaux d'étude et de terrain ont également permis de faire émerger des besoins marchés qui sont à date peu ou pas satisfaits par les technologies existantes, pour des raisons technico-économiques, et qui ont permis d'imaginer les évolutions techniques du système SKYDETECT™ d'une part, et conforter l'intérêt de mettre en œuvre un réseau pour offrir un service d'alerte météo d'autre part. Nous pensons qu'il est capital de vérifier en profondeur les attendus technico-économiques des débouchés clés afin de permettre un pilotage optimal de la recherche de SELERYS et donc garantir la meilleure utilisation des compétences & moyens financiers (dont publics).

Parmi ces marchés, en relation avec les phases de développement présentées ci-après, on retrouve :

- Le secteur industriel météo dépendant tels que les marchés automobile, aérodromes, nautisme, offshore pétrolier, chantiers à ciel ouverts ou événementiel. Ces industries possèdent des biens ou des matériels sensibles et souhaitent les protéger en mettant en place des systèmes de détection et de protection. L'entreprise a d'ailleurs un système de détection installé avec le constructeur Hyundai et les perspectives de croissance notamment du marché automobile ainsi que les sites pays de production permettent d'asseoir les possibilités de développement.

La technologie actuelle permet uniquement de prévenir le risque grêle. L'arrivée d'un nouveau capteur permettrait d'étendre les types de prévision et asseoir la position de SELERYS.

- Les secteurs de la protection civile pour les zones isolées (montagneuses), les aérodromes, les stations de skis, les stations balnéaires où la demande d'informations reste forte et les outils existants à date restent peu accessibles. L'objectif de l'entreprise SELERYS est de fournir une technologie fiable basée sur les nouveaux capteurs (antennes doppler et détecteur de foudre intra nuage si succès) mais accessible économiquement.

Marché européen

L'exportation représente plus de la moitié du chiffre d'affaires. Le marché européen offre une opportunité à SELERYS : le marché immédiatement accessible sera de 30% des exploitations d'ici 2019. SELERYS vise 3,5% de ce marché soit 17,5 millions d'euros à 8 ans.

Différenciation du système SELERYS et renforcement de sa position de leader sur le marché de niche

Sur l'offre équipementier :

Comme vu plus haut, la société SELERYS est en pleine expansion, sa stratégie de développement se traduit également par le déploiement de projets de recherche, notamment grâce à une demande de subventions accordée en 2014 par la BPI, la société a été en mesure de mettre sur le marché un premier radar actuellement distribué dans le milieu agricole pour la prévision du risque grêle. Sur ce sujet la société se différencie, et souhaite maintenir sa différenciation via ce projet de R&D à 3 niveaux : l'usage (observation des cellules orageuses = ce qu'il risque de tomber), les fonctionnalités (logiciel de gestion du risque orageux dont alerte grêle) et le prix (< 60 kEUR) comme le montre ce tableau englobant les principaux fournisseurs de solution radar météo (par soucis de clarté nous n'avons pas mentionné les fournisseurs de radars de plus de 500 kEUR):

Aujourd'hui, aucune autre société dans le monde ne développe et donc ne commercialise ce type de radar faisant l'objet du projet de R&D de SELERYS, il est par conséquent pertinent de travailler sur ces futures technologies puisque ces radars seront les seuls et uniques à :

- Faire de l'analyser doppler
- Proposer des résolutions spatiales et résolutions temporelles très fines
- Permettre une faible consommation, une installation facile, un investissement maîtrisé pour le client final et un encombrement réduit.

Sur l'offre alertes météo :

Tous les sites proposent des prévisions météorologiques classiques en analysant les données provenant des



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



centres nationaux

avec des modèles météorologiques provenant des universités (libres et publics). Il existe trois grands modèles météorologiques : US, Japonais, Européen.

Chacun des sites d'information météo essaye de trouver un vecteur différenciant, soit dans la communauté ciblée ou bien dans la présentation des données.

Dans notre cas, le vecteur différenciant est l'utilisation de capteurs spécifiques et unique (et propriété de SELERYS): radar doppler + détection foudre intra nuage permettant l'analyse fine de la naissance & évolution des cellules orageuses. Notre différenciation s'appuiera donc sur deux axes : les communautés ciblées et l'incorporation de données provenant de capteurs spécifiques et uniques.

Sur l'offre protection anti-grêle :

Les technologies les plus efficaces (filets) ne sont accessibles qu'à une frange limitée d'agriculteurs (uniquement arboriculteurs), et présentent parfois des problématiques d'implantation terrain d'une part, sont très onéreux et présentent des risques en cas de tempête.

L'ensemble des autres agriculteurs n'ont à leur disposition aujourd'hui que des solutions dites « légères » présentant des problèmes de coût, d'efficacité et de pollution pour certaines.

Selerys souhaite apporter une solution faisant la différence : proposer un nouveau vecteur non polluant, non dangereux pour l'homme, traçable et financièrement accessible à tous les agriculteurs.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution Début : 01/01/2016 Fin : 31/12/2018 2016

Janvier à juin : Préparation antenne numérique

Janvier à septembre : Mise en place du Réseau Radar

Mise en place de l'architecture Web, base de données et data

Avril à septembre : Étude vecteur Étude législative - Phase, axe et cout non retenu à l'instruction

Avril à décembre : Étude traitement et analyse images et Radar / Étude 3D et suivi

2016-2017

Mars 2016 à septembre 2017 : Études pistes nouveau capteur foudre/Doppler

Octobre 2016 à juin 2017 : Conception démonstrateur vecteur - Phase, axe et cout non retenu à l'instruction

Octobre 2016 à septembre 2017 : Mise en place du protocole et début des tests

Ces deux dernières phases, selon les conclusions des recherches menées, pourront être plus longues et se terminer en fin d'année 2018.

2017-2018

Janvier 2017 à mars 2018 : Analyses statistiques (travail avec un laboratoire)

Juillet 2017 à juin 2018 : Phase de validation des recherches et tests

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'amortissement	Direct	Investissement	8 206,60€
Dépenses d'investissement matériel			
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Investissement	1 844,34€
Événements, Promotion, Publication			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	410 083,39€
Salaire et charge			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	290 682,43€
Études, Évaluation, Frais de conseil, expertise technique, juridique, comptable, financier, Installation et maintenance, Location, sous traitance...			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	17 475,47€
Achat d'équipement, de machine Achat de bien immeuble Achat de terrain non bâti et bâti Dépenses de crédit bail			
Total :			728 292,23 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	12,01	87 500,00	61 250,00		8,41
ETAT	Économie, industrie et numérique	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	12,01	87 500,00	61 250,00		8,41
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	45,97	334 804,53	100 492,18		13,80
Total co-financier				70,00	509 804,53	222 992,18	0,00	30,62
Bénéficiaire				30,00	218 487,70			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	728 292,23	222 992,18	0,00	30,62



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

La reprogrammation a porté sur les modifications relatives à l'allocation des postes de dépenses budgétaires et la mise à jour de l'annexe 3 au regard de ces changements.

Rubrique RH : le montant total affecté et conventionné était de 225.839,82 €, la reprogrammation porte ce montant à 410.083,99€, réparti comme suit :

- Ingénieur 1 [REDACTED] : le premier ingénieur, [REDACTED] était initialement budgété à 80% sur l'ensemble du projet. Suite à la reprogrammation, [REDACTED] travaille à 100% fixe du 18/04/2016, date de son embauche, au 31/12/2018 pour un montant total de 145.425 €. L'affectation du temps de travail et le montant est justifié par lettre de mission, feuille de route et fiche de paie. A noter que la lettre de mission initiale de M. [REDACTED] était prévue pour 100%, le porteur ayant réduit la voilure lors de l'instruction.

- Ingénieur 2 [REDACTED] : Le second ingénieur, était, au terme de l'instruction, prévu à 77% de temps à compter de janvier 2017. SELERYS envisageait initialement d'affecter à ces tâches [REDACTED], déjà en poste, pour ensuite choisir d'embaucher un nouvel ingénieur. M. [REDACTED] a donc été recruté spécifiquement pour le projet et est affecté, à 100% fixe du 28/11/2016, date de son embauche, au 31/12/2018 pour un montant total de 104 266 €. L'affectation du temps de travail et le montant est justifié par lettre de mission, feuille de route et fiche de paie.

- Ingénieur 3 [REDACTED] : le troisième ingénieur, [REDACTED], n'était pas initialement prévue et a été recruté spécifiquement pour le projet auquel il est affecté à 100% fixe à compter du 16/08/2017, date de son embauche, au 31/12/2018 pour un montant total de 59 632 €. L'affectation du temps de travail et le montant sont justifiés par lettre de mission détaillée et fiche de paie. Les fiches de temps types ont été fournies lors de l'instruction.

- Directeur Technique ([REDACTED]) : était initialement affecté à 42% de son temps de travail en 2016, 49% en 2017 et 56% en 2018. La reprogrammation porte sur un ajustement de son allocation temps de travail : 70% en 2016, 49% en 2017 et 50% en 2018 pour un montant total de 100 758 €. Cet ajustement est dû à une plus grande implication la première année liée à la complexité des recherches et au recrutement plus tardif que prévu de l'ingénieur en 2016. Le taux global passe, sur 3 ans, de 49% à 56%. L'affectation du temps de travail et le montant sont justifiés par fiche de temps et de paie.

Rubrique Prestation Externe : le montant total affecté et conventionné était de 418.492,00 €, la reprogrammation porte ce montant à 290.682,43 €.

Les modifications portent sur une partie de l'étude de plateforme de gestion des données (qui passe de 93.550€ à 62.740€) et la suppression des travaux sur l'effet stéréo qui sont donc internalisés. Les autres prestations (fusion modèle de prévision immédiate, étude nouveau capteur/effet doppler, gestion externalisée) demeurent inchangées.

Rubrique Investissement/Section Amortissement : le montant total affecté et conventionné était de 65.726,88 € pour 4 antennes de radars et PC et une antenne FURANO pour le calibrage des radars qui constituait la principale dépense. Celle-ci n'étant plus nécessaire, la reprogrammation porte ce montant à 8.206,76€.

Le contenu de la rubrique concerne dorénavant : des antennes radars, des PC, un système de convergence et des instruments nécessaires aux tâches de R&D (scanner, GPS...). Ces équipements sont intégrés dans la construction du prototype.

La durée initiale d'amortissement était de 19.5 mois, elle est portée à 12 mois selon la règle d'amortissement linéaire à partir de la mise en service. A noter que certains amortissements initialement prévus n'ont pas été budgétés afin de demeurer dans la même épure financière.

Les dépenses liées aux obligations d'information et communication, considérées comme frais généraux additionnels supportés directement du fait du projet à l'instruction, passent de 1.000€ à 1.844,34 € justifié sur factures.

Le poste relatif aux dépenses de matériel en investissement n'est pas modifié, ni sur le montant, ni sur le matériel acheté (câbles, alimentation, logiciel, guide d'onde, pièce adaptation, quincaillerie, platine, coffret, batterie, accessoires, gsm).



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Au global, le montant total des dépenses est porté à 728.292,23€ (contre 728.534,17€ initial), soit 334.804,53€ de FEDER (contre 334.973,92€) pour un taux de cofinancement de 45.97%.

En ce qui concerne les ressources, celles-ci sont inchangées. SELERYS bénéficie d'un Crédit Impôt Recherche. Ce dispositif n'étant pas considéré comme une aide d'Etat, celui-ci n'a pas à apparaître en cofinancement public.

Suite aux éléments échangés avec le porteur de projet, avis favorable à la modification :

- Du budget du projet – partie dépenses et ressources – afin d'intégrer des variations budgétaires supérieures à 10% du cout total.
- De l'annexe 3 afin d'intégrer la nouvelle répartition des moyens



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0000873
Bénéficiaire :	34524526000038 TOULON VAR TECHNOLOGIES
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	34524526000038
Raison sociale :	TOULON VAR TECHNOLOGIES
Adresse :	83000 TOULON



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Codification principale

Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Recherche, Innovation, PME / OT03 - Objectif thématique : Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) / PI03a - Priorité d'investissement : Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises / AP01-OT03-PI03a-OS3a - Objectif spécifique : Renforcer la création d'entreprise, prioritairement dans les domaines d'activités stratégiques

Intitulé de l'opération

Intitulé de l'opération	PI3A - 2015 - 30.07.2015 - P3C PARCOURS COORDONNE DE CREATION ET DE CROISSANCE
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération

Description :	TOULON
Adresse :	TOULON VAR TECHNOLOGIES Adresse :

Appel à projet

Date limite de remise de dossier	30/07/2015
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2015-FEDER-PI3a-1 : Favoriser la création d'entreprises par ./.

Liste des comités

Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 26 novembre 2015	Décisionnel	Dématérialisé	26/11/2015	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération

Contexte : TVT & la création d'entreprises
Depuis sa création en 1988, l'accompagnement des projets d'innovation est au coeur de l'activité de TVT avec une large offre de services

- une présence de terrain quotidienne pour détecter les projets



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- le développement d'une expertise en ingénierie financière pour les accompagner
- la création et l'animation d'un réseau de Business Angels,
- l'animation d'un réseau de partenaires complémentaires, Réseau Entreprendre, Incubateur PACA EST, plate forme d'initiative...
- la gestion – animation de pépinières,
- Notre stratégie visait la constitution d'une chaîne complète de l'innovation permettant d'offrir l'ensemble des services attendus par un porteur de projet.

La gestion et l'animation de pépinières est un pilier de cette action depuis plus de dix ans.

Au cours de ces années, les créations d'entreprises et les projets liés aux technologies numériques se sont multipliés et les profils des créateurs, leurs besoins, leurs motivations, leurs usages ont profondément évolué.

En réponse nous avons défini une stratégie nouvelle, centrée sur les caractéristiques de ces projets. Elle vise avant tout la filière numérique que nous appréhendons dans un sens très large, depuis les technologies de pointe en électronique, en traitement de données etc ... jusqu'aux activités liées aux contenus, au transmédia, à la rédaction numérique ... en passant par le logiciel, les arts graphiques, le commerce en ligne ... Ainsi elle recoupe :

- principalement un DAS, Industries culturelles – Tourisme – Contenus numériques
- mais aussi une KET technologies clefs du numérique qui pourra concerner les filières industrielles traditionnelles de PACA telles que l'aéronautique, l'énergie, le naval, la défense... et les DAS transition énergétique, risques sécurité sûreté ou mobilité intelligente et durable.

Entre 2011 à 2014 elle s'est traduite par

- l'ouverture en 2011 d'une pépinière dédiée aux activités numériques, conçue sur des normes de pépinière assez classique.
- l'ouverture en 2014 – 2015 de la Maison du Numérique et de l'Innovation qui double nos surfaces d'accueil mais, plus encore, qui est conçue sur des bases complètement renouvelées.

Ainsi, en 2015, nos sites sont complètement rénovés avec sur deux sites en centre ville de Toulon à proximité immédiate l'un de l'autre :

- 28 bureaux de pépinière
- Un espace de co working dédié aux projets de 160m2
- Un espace de co working dédié à la créativité de 100 m2
- Un fablabs de 120m2
- Un open space ouvert à tous de 200m2
- Un espace de réunions de 150m2

Les principaux enseignements en sont les suivants :

- 4 années seulement se sont écoulées entre l'ouverture des deux sites mais l'évolution a été rapide
- à côté des bureaux traditionnels, la demande se porte aujourd'hui sur des espaces de co working, de créativité, des espaces offrant des équipements mutualisés de prototypage
- la fonction « bureau » des pépinières est transcendée par les nouvelles façons d'évoluer des porteurs de projets, leurs profils qui ont évolué, leurs besoins,
- les projets portent de plus en plus sur des innovations d'usage qui demandent l'accès à des communautés
- les espaces de pépinière deviennent des points d'accroche structurants de l'action et leur impact irradie au-delà du seul site

Objectifs recherchés :

Objectifs recherchés :

Notre objectif avec ce programme

2015 2017 : accélérer le développement des meilleurs projets

Notre objectif ici est d'accélérer le développement des meilleurs projets, accélérer leur accès au marché et les amener plus vite au seuil d'une croissance forte.

Pour y parvenir, nous voulons appliquer notre offre d'accompagnement la même évolution que celle appliquée à nos sites, la reconfigurer dans son ampleur avec des moyens nouveaux et renforcés, dans son esprit par plus de

sélectivité au bénéfice

des porteurs de projets innovants à fort potentiel et dans son optimisation avec une offre segmentée en fonctions des besoins propres aux différents stades de maturité des projets :

- Les projets en phase de création, dans les mois qui précèdent la création ou le début d'activité bénéficieront d'un accompagnement collectif tutoré.
- Les projets qui débutent leur activité recevront un soutien individuel et au jour le jour dans la confrontation aux réalités de la gestion et dans les difficultés à conduire de front l'apprentissage de l'entreprise et le développement de leur projet d'innovation.
- Les porteurs qui ont franchi l'étape ci-dessus recevront un soutien à la fois plus ambitieux et plus resserré, pour pouvoir accélérer le développement du marché de leur projet innovant.

Avec ce programme, la Maison du Numérique et de l'Innovation sera le centre névralgique de l'accompagnement des entreprises innovantes à Toulon et cette nouvelle offre de services pourra ainsi irradier sur tout le territoire et être dupliquée sur d'autres sites.

Dans cette perspective, le présent programme aura atteint ses objectifs à condition d'avoir :

- en phase de maturation, généré la création et/ou le démarrage de l'activité de 20 entreprises,
- en phase incubation, accompagné le développement de 15 entreprises de moins de deux ans vers un 1er CA sur l'activité liée à leur projet innovant dans les 12 mois suivant le programme,
- en phase accélération, amené 20 entreprises, dans les 12 mois qui suivent, vers l'un ou plusieurs des objectifs suivants :
 - rentabilité de son exploitation de son projet innovant,
 - levée de fond significative lui donnant le Fonds de roulement pour soutenir une croissance rapide,
 - 1er développement international,
- généré 100 emplois dans le cadre des entreprises bénéficiaires du programme.

Résultats escomptés (cible visée)

En terme de réalisation, nous prévoyons d'atteindre en JUIN 2018 les objectifs suivant

- Maturation : 5 sessions de 6 projets
chacune Soit 30 au total

- Incubation : 8 entreprises en
permanence Entrée sortie permanente
20 au total

- Accélération : 6 sessions - 5 projets par session
soit 30 au total

Nb d'entreprises bénéficiaires Au total, le nombre théorique des projets bénéficiaires des services offerts est de 80.
Toutefois, ce nb pourrait être réduit si une entreprise accède à plus d'une phase d'accompagnement

En prenant en compte cette éventualité, nous tablons sur 70 entreprises différentes
DONT 50% dans les DAS concernés

En terme de résultats, nous escomptons parvenir aux objectifs suivants

- Maturation : Création / démarrage de l'activité de 20 entreprises

- Incubation : 15 entreprises dégageant un 1er Ca sur l'activité liée à leur projet innovant

- Accélération : 20 entreprises parviennent, dans les 12 mois suivant la sortie de la phase, à un des 3 objectifs suivants :

- rentabilité de son exploitation de son projet innovant
- levée de fond significative lui donnant le Fonds de roulement pour soutenir une croissance rapide
- 1er développement international

Une centaine d'emplois créés

Calendrier et phasage de l'opération :



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/07/2015	Fin : 30/06/2018
Voir tableau joint		

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Echéancier du coût total

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	104 242,16€
Evenements, promotions, publications			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	35 581,37€
déplacements, restauration, hébergement			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	635 619,67€
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	499 450,00€
Etudes, evaluation , frais de conseil, expertise...			
Dépenses en nature	Direct	Investissement	134 400,00€
Apports			
Total :			1 409 293,20€

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEEN NE	Fonds européen de développement régional		1407-2013 / Règlement des aides de-minimis	50,00	704 646,83			
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur			6,05	85 304,00			
Autre partenaire ponctuel	4151760720001 5 / CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL PROVENCE COTE D'AZUR (ALPES DE HAUTE PROVENCE - ALPES MARITIMES - VAR)			5,68	80 000,00			
Autre partenaire récurrent	Communautés d'agglomérations et communes			9,24	130 182,36			
DEPARTEMENT	Var			4,53	63 872,13			
Total co- financier				75,50	1 064 005, 32	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				24,50	345 287,88			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 409 293, 20	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Avis FAVORABLE du service instruction à la reprogrammation du dossier.

Demande de reprogrammation en date du 5 février 2018 en vue de modifier les éléments suivants :

- Ventilation des postes de dépenses (dans la limite du coût total initialement programmé)

La partie dépenses du plan de financement est jointe au présent rapport.
4 postes sont modifiés.

Dépenses de personnel : Nouveau coût = 635619.67 € ; soit une augmentation de 75 426.01 €
Explications : le départ à la retraite de [REDACTED] fin 2016 a conduit l'association à devoir se doter d'un appui externe pour les remontées de dépenses FEDER afin de permettre à [REDACTED], nouvelle Directrice Adjointe Administration et Finances de reprendre le poste globalement.
De plus, si [REDACTED] gèrerait depuis de longues années des financements UE de type structurels, ce n'est pas le cas de la nouvelle DAAF. (+ voir complément dans le point ci-après)

Dépenses de prestations : Nouveau coût = 499 450.00 € ; soit une diminution de 83 250 €
Explications : Un consultant « in-house » (pouvant également être recruté en fonction des opportunités offertes par le marché du travail, et donc être comptabilisé dans les dépenses RH) pour coordonner l'action avait été prévu au dossier initialement mais il s'avère que le projet a finalement été mené en interne et coordonné par [REDACTED] (directrice adjointe programmes), [REDACTED] (responsable de l'accompagnement, chef de projet P3C en charge principalement des phases de maturation et d'accélération), [REDACTED] et [REDACTED] (chefs de projet Training Camp), ce dernier étant également en soutien des phases de maturation et d'accélération. Il est sollicité de pouvoir valoriser une partie du consultant « in-house » pour les prestations du cabinet externe d'appui, le montant étant inférieur à la prestation initiale prévue (cf. plan de financement joint), l'autre partie du consultant « in-house » ayant été en partie valorisée pour l'embauche de [REDACTED].

Dépenses de déplacement, restauration, hébergement : Nouveau coût = 35 581.37 € ; soit une augmentation de 14 581.37 €
Explications : Ces dépenses étaient conventionnées à hauteur de 21K€ au global, et 13,4K€ ont été réalisées en 2016 soit 63,6% du réalisé. A ce jour, nous estimons avoir déjà consommé en 2017 12K€ et prévoyons environ 6K€ pour 2018. Nous souhaiterions donc ajuster le prévisionnel à hauteur de 35k€ au global.

Dépenses de communications : Nouveau coût = 104 242.16 € ; soit une diminution de 6 757.84 €
Mise à jour au regard des dépenses déjà engagées et afin de respecter le CTE global initialement programmé

- Modification de la partie ressources du plan de financement (2 nouveaux cofinanceurs : CR PACA et Crédit Agricole et diminution d'un cofinanceur : Conseil Départemental du var)

La partie ressources du plan de financement est jointe au présent rapport.

- Abandon du soutien du Conseil Départemental du Var compte tenu de l'entrée en vigueur de la loi Nôtre au 01 janvier 2016 retirant aux Départements la compétence du soutien de la sphère économique
La partie cofinancement de ce partenaire est désormais d'un montant de 63 872.12 €
Part de la subvention 2015 et 2016 attribuée par le Département du Var sur les dépenses communes au dossier FEDER.
Part de cette subvention fléchée sur la comptabilité analytique des actions réalisées dans le cadre de l'opération P3C

- Obtention d'une aide supplémentaire du CR PACA / Service recherche-enseignement supérieur-santé-innovation /



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



DARII

La partie cofinancement de ce partenaire est d'un montant de 85 304 € Subvention globale de 232 281,00 € pour une assiette globale de 821 215,00 €

L'acte attributif précise que l'action 2 concerne le cofinancement du programme FEDER P3C avec une subvention de 85 304 € pour une assiette de dépenses éligibles à 637 447 €01

- Des fonds privés sont venus soutenir l'action via un financement par le Crédit Agricole

La partie cofinancement de ce partenaire est d'un montant de 80 000 €

4 Conventions de partenariat ont été conclues entre le CA PCA et TVT Innovation dans le cadre du financement :

- 20 000 € pour la saison 2 (11/2016)
- 20 000 € pour la saison 3 (05/2017)
- 20 000 € pour la saison 4 (07/2017)
- 20 000 € pour la saison 5 (11/2017)

- Modification du contenu de certaines actions sans toutefois modifier la nature et les objectifs de l'opération

La réalisation de l'opération a permis de constater que la seconde action du parcours « le daily coaching » devait être revue. Le format prévu initialement s'est avéré mal adapté aux besoins des entreprises, et un travail interne d'écoute a été conduit pour aboutir à un format amélioré répondant mieux aux besoins des entrepreneurs.

Désormais l'outil d'incubation (action 2, également appelé daily coaching) est optimisé pour augmenter les chances de développement d'une entreprise.

Les sessions individuelles ayant une meilleure efficacité dans ce type d'accompagnement plus long terme, il s'est avéré plus efficient d'axer cette incubation sur des rendez-vous individuels, et de ne pas organiser de session collective à ce stade. Ces moyens ont été redistribués sur l'accompagnement individuel des porteurs de projet et cela a permis de faire bénéficier à davantage d'entreprises de ce dispositif.

Ces informations ont été décrites en détail dans la demande de paiement liée à la remontée de dépenses n°1 et présentées lors de la visite sur place du SI le 12 décembre 2017.

Le service instructeur ajoute à cet avenant la modification suivante :

- Correction d'un indicateur de réalisation : le CO 03 a été conventionné par erreur à la place du CO 01.

Lors de la saisie sous Synergie et la rédaction de la convention, une erreur émanant du service instructeur s'est produite.

Alors même que le bénéficiaire avait indiqué répondre à l'indicateur CO 01 (Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien), le service instructeur a saisi par erreur le CO 03 (Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions).

La valeur demeure inchangée.

Cette erreur a par ailleurs été mentionnée lors de l'Audit CE de décembre 2017. Le service instructeur avait alors précisé aux auditeurs qu'un avenant permettant de corriger cette erreur serait effectué. Ces éléments d'information ont été repris dans le rapport provisoire transmis à l'Autorité de Gestion.



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER - FSE

N° opération :	PA0008501
Bénéficiaire :	20003985700012 Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	20003985700012
Raison sociale :	Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Adresse :	BP 91015 06130 GRASSE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Codification principale

Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs / AP03-OT04-PI04e-OS4e-PACA - Sous action : Sous action rattachée à le Conseil Régional PACA

Intitulé de l'opération

Appartenance à un groupe d'opération :	Parc Relais du Chateau de Mouans-Sartoux
--	--

Localisation de l'opération

Description :	Chateau de Mouans-Sartoux
Adresse :	Adresse :

Appel à projet

Date limite de remise de dossier	06/02/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-PAR : Parc relais visant une augmentation de./.

Liste des comités

Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 23 mars 2018	Décisionnel	Dématérialisé	23/03/2018	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	

Description de l'opération

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est une intercommunalité située dans les Alpes Maritimes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur regroupant 23 communes (voir détail en annexe) et 101 301 habitants. Son Président est Jérôme Viaud, également Maire de Grasse. Les intercommunalités permettent aux communes de s'associer pour répondre aux besoins techniques de leur territoire en exerçant à leur place certaines de leurs



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



compétences.

L'objectif est de faire progresser la solidarité territoriale et renforcer la compétitivité des territoires tout en réalisant des économies d'échelle. Sous l'effet de transferts progressifs de compétences des communes depuis 20 ans, une grande partie des services publics locaux et des équipements structurants relève désormais d'une gestion mutualisée au niveau intercommunal. Les parcs de stationnement relais font partie de ses compétences obligatoires.

La commune de Mouans-Sartoux, ville d'environ 11 000 habitants est membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Elle est située entre Cannes et Grasse et est traversée par la pénétrante Grasse-Cannes (RD6185), infrastructure routière ayant pour vocation une desserte expresse à l'échelle de l'agglomération. Cette liaison Grasse Cannes représentent environ 70 000 déplacements routiers quotidiens. Cet axe est aujourd'hui fortement saturé et peu perméable. Le réseau routier de desserte locale s'articule quant à lui autour de deux routes départementales (RD404 et 409) ainsi que la route Napoléon, axe central de la commune, parallèle à la pénétrante Grasse- Cannes. Mouans-Sartoux se retrouve ainsi au cœur des liaisons Cannes Mouans-Sartoux, Mouans-Sartoux Grasse.

La commune de Mouans-Sartoux est desservie par la ligne TER Grasse – Cannes – Ventimiglia. La gare est située à proximité du centre-ville et est en liaison avec la Route Napoléon. De nombreuses opportunités de stationnement sont offertes sur la ville de Mouans-Sartoux notamment aux abords de la gare ferroviaire.

Depuis de nombreuses années, la route Napoléon subit un important trafic de transit lié à la zone du Plan de Grasse et à la liaison avec Sophia-Antipolis. En effet, le manque de perméabilité de la pénétrante Cannes-Grasse et son niveau de saturation notamment au niveau des 4 Chemins engendre un trafic parasite traversant la ville, dégradant le cadre de vie et notamment les cheminements modes doux.

Mouans-Sartoux s'affirme toujours davantage comme un pôle d'intermodalité pour les déplacements dans le triangle Cannes-Grasse-Antibes dont elle occupe le centre. Celui-ci est situé à l'interface des axes de circulation routière et ferroviaire de cette zone de plus de 400 000 habitants.

La circulation sur Mouans-Sartoux est rendue difficile notamment aux abords du quartier de la place de la Mairie, lieu de vie central de la commune. Une forte volonté de la commune est de faire évoluer les déplacements en créant un report modal des véhicules particuliers vers les Transports en Communs.

Objectifs recherchés :

Afin d'augmenter son offre de stationnement et palier au déficit de stationnement observé sur le secteur du Château et de la Gare en configuration future, la ville de Mouans-Sartoux envisage la rénovation de son parking actuel en augmentant sa capacité à 250 places environ.

Ce parking a vocation à être utilisé en liaison avec les Transports en Communs (Trains et bus) ; afin d'accroître le report modal des véhicules particuliers vers les Transports en Communs. Il est réservé 100 places de stationnement à l'intermodalité trains bus, y compris la liaison TER.

Résultats escomptés (cible visée)

Usagers des transports en commun

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2017	Fin : 31/12/2019
------------------------------------	--------------------	------------------



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	6 745 098,00 €
Achat, équipement, machine			
Total :			6 745 098,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**Détails des
ressources**

<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEEN NE	Fonds européen de développement régional			18,53	1 250 000,00			
REGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur			6,45	435 167,61			
ETAT	Décentralisation et fonction publique	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements		4,70	317 087,06			
DEPARTEMENT	Alpes-Maritimes			8,88	599 267,00			
Total co- financier				38,57	2 601 521,67	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				61,43	4 143 576,33			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	6 745 098,00	0,00	0,00	0,00



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

La reprogrammation de l'opération PA0008501 vise à corriger une erreur sur le montant du financement du Conseil départemental des Alpes Maritimes : il intervient à hauteur de 599 267,00 € et non de 674 509,91 €, sur un montant de dépenses éligibles de 5 992 669 €, conformément à la délibération n°5 du 25/02/2016. Ce périmètre de dépenses étant inférieur au coût total éligible au FEDER, le montant de la subvention du CD 06 doit être pris en compte en totalité sur le plan de financement.

Les 75 242,91 € non pris en charge par le Conseil Départemental seront pris en charge par le maître d'ouvrage qui est le bénéficiaire de l'opération. Ainsi la part d'autofinancement n'est plus de 4 068 333,42 € mais de 4 143 576,33 €.

Les autres éléments de l'opération ne sont pas modifiés.

Avis favorable pour la modification du montant de la participation du Conseil Départemental des Alpes Maritimes sans pour autant que l'objet et la nature de l'opération ne changent. Le coût total de l'opération, le montant FEDER de 1 250 000 € et le taux FEDER de 18,53 % demeurent également inchangés.

Le service instructeur souhaite préciser que cette reprogrammation intervenant dans un délais court après le CRP de programmation : elle sera présentée au CRP du 22/05/2018 alors que l'opération a été programmée au CRP du 23/03/2018, l'opération n'a pas encore été conventionnée. La convention attributive de l'aide qui sera notifiée au bénéficiaire à l'issue du CRP du 22/05/2018 visera les 2 CRP et le montant du cofinancement du CD 06 inscrit à l'annexe 1b plan de financement volet ressources de cette convention sera le montant corrigé via cette reprogrammation. Synergie ne permettant la reprogrammation d'un dossier que si l'ensemble des écrans relatifs aux étapes de conventionnement ont été complétés, cela a conduit le service instructeur à saisir à chacun des écrans d'étapes de conventionnement une date fictive, à savoir le 23/03/2018.